

# F&Di

FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL



## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

## Une fondation pour influencer le débat international

Créée en 2003, la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdì) est un laboratoire d'idées ayant pour mission d'influencer le débat international sur le développement en s'appuyant sur les résultats de la recherche.

Sans but lucratif et indépendante, elle constitue un espace privilégié de réflexion et d'échange, ouvert aux expertises du Nord et du Sud. Elle joue un rôle prépondérant de plaidoyer en faveur des pays vulnérables dans la définition de l'architecture internationale du financement du développement et apporte son expertise pour la définition des politiques publiques en faveur d'un développement durable et inclusif.

La Ferdi, à travers l'organisation d'événements, de séminaires et de formations, à travers ses publications et la création d'indicateurs innovants, contribue à l'évolution des idées sur des sujets importants et divers, tels que les critères d'allocation géographique de l'aide et la façon de traiter la vulnérabilité des économies et la fragilité des États, l'efficacité des politiques internationales mises en œuvre en faveur des pays les moins avancés, ou les façons de concilier politiques commerciales, climat et protection de l'environnement.

Les activités de la Ferdi sont motivées par trois ambitions :

- Promouvoir l'excellence de la recherche francophone en économie du développement international;
- Éclairer les décisions des acteurs publics et privés sur le développement;
- Participer au renforcement des capacités des cadres et des fonctions publiques des pays en développement.

Les publications de la Ferdi bénéficient d'une aide de l'État français au titre du Plan d'investissement France 2030 portant la référence ANR-16-IDEX-0001.



**Directeur de publication :** Patrick Guillaumont

**Coordination :** Fabienne Rouanet

**Illustration de couverture :** Croquis d'acacias (images générées avec Adobe Firefly)

**Crédits photographiques :** © studio Myosotis Emilie Connois, Ferdi, Nations unies Nations unies.

**Conception graphique :** Morgane Dumazel

**Impression :** Groupe Chaumeil

[www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr)

# Sommaire

---

- 2 Avant-propos
- 3 Faits marquants
- 4 Production scientifique
- 5 Diffusion & impact
- 6 **Revue d'économie du développement**
- 7 **Programmes**
- 8 Financement international du développement durable
- 14 Fiscalité pour le développement durable
- 19 Intégration régionale, commerce et compétitivité
- 23 Transition énergétique et transition numérique
- 28 Capital & développement humains
- 32 Politique macroéconomique
- 36 Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés
- 40 Secteur privé & développement durable
- 44 **IHEDD – Institut des hautes études du développement durable**
- 49 **PCDI – Pôle clermontois de développement international**
- 50 **I-Site CAP 20-25 & Alliance UCA**
- 51 Budget exécuté
- 52 Équipe
- 54 Experts associés
- 56 Partenaires

# Avant-propos

---

L'année 2024 marque une nouvelle étape dans l'engagement de la Ferdi en faveur du développement durable et inclusif. La Ferdi a 20 ans et elle confirme son influence pour que soit prises en compte les vulnérabilités des pays dans la nouvelle architecture internationale du développement, et pour que les recettes internes soient mobilisées plus efficacement.

Ce rapport d'activité revient sur les faits marquants, les avancées scientifiques et les initiatives qui ont jalonné l'année. Les avancées réalisées ouvrent la voie à de nouvelles perspectives stratégiques pour 2025 et au-delà, avec plus d'objectifs prioritaires :

- Renforcer l'usage des indicateurs de vulnérabilité dans les décisions de financement international,
- Collaborer à la Conférence FfD4 à Séville, dans le prolongement des thèmes et des idées développées en 2023,
- Explorer de nouveaux financements pour les biens publics mondiaux
- Structurer notre offre de formation en ligne pour les décideurs des pays en développement avec un nouveau site internet.

# Faits marquants 2024

---

- **Bruno Cabrillac** rejoint la Ferdi en septembre en tant que directeur général.
- **20 ans de la Ferdi** : un anniversaire célébré par un colloque sur les questions laissées dans l'ombre pour la réforme du financement international du développement.
- Célébration des **30 ans de la *Revue d'économie du développement***.
- **Lancement officiel du Pôle clermontois de développement international (PCDI)**.
- **Adoption de l'indicateur de vulnérabilité multidimensionnel (MVI) par les Nations unies**. Cet indicateur s'inspire largement de l'expertise de la Ferdi et la fondation poursuit ses travaux sur cet indicateur clé.
- **Présence stratégique dans les grandes enceintes internationales**, notamment lors des comités préparatoires de la Conférence des Nations unies sur le financement du développement (FfD4), du 2<sup>e</sup> Forum des Nations unies sur les PMA et du Finance in Common Summit (FiCS 2025).
- **Cinq ouvrages publiés dans la collection Ferdi**, contribuant activement aux débats sur les politiques de développement.
- Mise en lumière des **propositions de la Ferdi sur la taxation internationale du carbone** dans les médias et les conférences internationales (notamment la COP).
- Engagement dans le **groupe de travail international sur le financement de One Sustainable Health**.
- Renforcement des **travaux de la Ferdi sur la fiscalité environnementale**.
- Réalisation d'une **cartographie des investisseurs d'impact en Afrique**.
- **Contribution aux réflexions stratégiques sur les banques de développement**, aux côtés de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Université de Pékin.
- **Nouveaux partenariats structurants**, tant pour la formation (Columbia, ITIE...) que pour les projets (Orange, GIIN...).
- Plus de 1 200 personnes ont bénéficié des **formations de l'Institut des hautes études du développement durable (IHEDD) soutenues par le PCDI**.

# Production scientifique

---



## Publications

---

En 2024, la Ferdi a diffusé **145 publications**, comprenant :

- **34 documents** publiés par la Ferdi, dont 5 ouvrages :
  - **Arezki R.** (2024) *Climate Change, Natural Resources and Geopolitics*, Ferdi, 76 p.
  - **Boussichas M., Guillaume P.** (dir.) (2024) *A Global Financing Pact for Poor and Vulnerable Countries ?*, Ferdi, 172 p. [Version française : *Quel pacte financier mondial pour les pays pauvres et vulnérables ?*]
  - **Feindouno S.** (2024) *La mortalité due au Covid-19 en Afrique : prédominance des effets indirects*, Ferdi, 116 p.
  - **Guillaumont Jeanneney S.** (2024) *Avant que ne sonne le glas : conversation africaine*, Ferdi, 52 p.
  - **Guillaumont P., Plazenet L.** (dir.) (2024) *Pascal et l'économie du monde*, Ferdi, 232 p.
- **80 articles scientifiques** dans des revues à comité de lecture.
- **18 notes brèves Ferdi** et 31 contributions sous forme d'articles de blog.

4



## Indicateurs de développement innovants

---

La Ferdi a poursuivi le développement d'outils originaux, notamment :

- Un **Observatoire des vulnérabilités et de la résilience** qui sera disponible en 2025,
- Une **cartographie des investisseurs d'impact**.

La Ferdi met également à disposition des **bases de données thématiques** sur la compétitivité durable, la rente minière et les projets d'électrification décentralisée.

Cette production répond au besoin de disposer d'indicateurs innovants sur le développement permettant de mieux mesurer les progrès, les handicaps, les performances, de les comparer entre pays et d'apprécier leur évolution.

En ligne : <https://ferdi.fr/donnees>

# Diffusion & impact



## Conférences et ateliers

La Ferdi a organisé et participé à **63 événements majeurs**, incluant :

- Le colloque des 20 ans de la Ferdi, 2 février 2024 à Clermont-Ferrand,
- Le lancement du Pôle clermontois de développement international (PCDI), 4 avril 2024,
- Les comités préparatoires de la conférence des Nations unies sur le financement du développement (FfD4), 4 et 5 décembre 2024 à New York,
- Le 2e Forum des Nations unies sur l'avenir des PMA, du 4 au 7 mars 2024 à Helsinki,
- Deux séminaires de haut niveau sur l'investissement d'impact organisés à Abidjan et Cotonou,
- La participation à la conférence internationale du Global Development Network (GDN) : session Ferdi sur la conception de profils de vulnérabilité et de résilience,
- La participation au 50<sup>e</sup> anniversaire de Banky Foiben'i Madagasikara avec l'organisation de deux sessions sur le régime de change de Madagascar.



## Communication digitale

La Ferdi met à disposition en accès libre ses publications, conférences, bases de données et indicateurs sur son site internet ([www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr)) ainsi que sur des plateformes spécialisées, telles que :

- Fiscalité des industries minières : <https://fiscalite-miniере.ferdi.fr/>
- Observatoire de la compétitivité durable (OCD) : <https://competitivite.ferdi.fr/>

Elle relaie ces informations à travers ses lettres d'information mensuelles et ses réseaux sociaux (LinkedIn, Twitter, Facebook, Bluesky). Elle contribue également, en partenariat avec Investisseurs et Partenaires (I&P), au blog Entreprenante Afrique, dont le site sera prochainement repensé pour offrir une expérience plus moderne et attrayante.

En 2025, deux nouveaux sites internet verront le jour :

- Un site dédié aux formations de l'IHEDD-Ferdi,
- Un site consacré aux vulnérabilités et à la résilience (Observatoire des vulnérabilités et de la résilience de la Ferdi).

L'audience digitale de la Ferdi a fortement progressé en 2024 :

- Site ferdi.fr : 184 590 sessions (+ 44 % par rapport à 2023)
- LinkedIn : 15 324 abonnés (+ 41 % par rapport à 2023)

La revue de presse de la Ferdi couvre en particulier les travaux sur l'investissement d'impact, la taxe carbone sur les transports maritimes, les questions liées aux évolutions des CFA, ainsi que le Pôle clermontois de développement international.

# Revue d'économie du développement



La *Revue d'économie du développement* est une revue d'analyse économique appliquée au développement et aux relations internationales, un lieu d'échanges scientifiques sur des thèmes économiques essentiels. Trimestrielle, elle est publiée par la Ferdi avec le concours de l'Agence française de développement (AFD).

Ses directeurs de publication sont :

- **Lisa Chauvet**, professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
- **Patrick Plane**, directeur de recherche au CNRS, professeur associé, Université Clermont Auvergne,
- **Grégoire Rota-Graziosi**, professeur, Université Clermont Auvergne.

Le 1<sup>er</sup> février 2024, la revue a fêté son 30<sup>e</sup> anniversaire, à l'occasion duquel les membres du comité de rédaction ont été invités à discuter de l'évolution et des enjeux de la revue.

En ligne sur [cairn.info](https:// Cairn.info) :

- 2024/1, varia (4 articles)
- 2024/2, varia (4 articles)
- 2024/3-4, numéro spécial AFEDEV (14 articles) *[à paraître au printemps 2025]*

Ce numéro spécial est composé de **short papers sélectionnés suite à la conférence ICDE 2024** ayant eu lieu les 2 et 3 juillet à l'AMSE (Aix-Marseille School of Economics). Il est dirigé par Isabelle Rabaud, ainsi que Marie Bolz, Alice Fabre, Nathalie Ferrière, Bjorn Nilsson et Éric Rougier.



## Versions anglaises

**Une revue francophone,  
une portée internationale**



Les varia sont désormais systématiquement traduits en anglais et disponibles en ligne uniquement sur [cairn.info](https:// Cairn.info) [version anglaise] – contrairement aux versions françaises qui bénéficient d'un tirage papier.



Pour soumettre un manuscrit, les auteurs doivent impérativement respecter les [consignes de rédaction](#) et se rendre sur [Manuscript Manager](#), la plateforme dédiée à la revue.

# Programmes

---

- 1** Financement international du développement durable
- 2** Fiscalité pour le développement durable
- 3** Intégration régionale, commerce et compétitivité durable
- 4** Transition énergétique et transition numérique
- 5** Capital & développement humains
- 6** Politique macroéconomique
- 7** Vulnérabilités, résilience & pays les moins avancés
- 8** Secteur privé & développement

# Financement international du développement durable

## Repenser l'architecture internationale du financement du développement

La Ferdi plaide pour que l'architecture mondiale du financement du développement accorde autant d'importance à l'allocation qu'à la mobilisation des ressources, tant pour le développement que pour le climat et l'environnement.



### Réalisations principales

- Travaux préparatoires à la 4<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le financement du développement (FfD4 - juillet 2025) : publications et organisation de sessions lors des comités préparatoires des Nations unies.
- Contribution aux conférences stratégiques, notamment aux Nations unies (Sommet de l'avenir des Nations unies, Forum sur les Pays les moins avancés - PMA, COP) et au Finance in Common Summit (FiCS 2025).
- Ouvrage *Quel pacte financier mondial pour les pays pauvres et vulnérables ?* (Ferd, 52 pages). Sous la direction de Matthieu Boussichas et Patrick Guillaumont. Préface de Philippe Le Houérou.
- Les travaux sur la taxation internationale du carbone ont nourri les débats mondiaux, en particulier autour de l'impact d'une taxe maritime sur les pays vulnérables, avec des interventions notables à la COP29 et dans plusieurs institutions académiques.
- Engagement dans la réflexion sur la redevabilité des financements et l'efficacité de l'aide, avec plusieurs contributions influentes sur les mécanismes de conditionnalité et l'allocation des ressources.
- Engagement au sein du groupe de travail One Sustainable Health, co-présidé par Jacky Mathonnat (Ferd/Cerdi) et Agnès Soucat (AFD), dans le cadre de l'Initiative One Sustainable Health.
- Actualisation et enrichissement de la base de données sur les banques publiques de développement (partenariat avec l'AFD et l'INSE de l'Université de Pékin), avec des informations financières sur plus de 536 institutions.

## CHAIRE

### Architecture internationale du financement du développement

Créée en 2022, la chaire *Architecture internationale du financement du développement* analyse les réformes nécessaires pour moderniser l'architecture financière mondiale. Dirigée par Philippe Le Houérou, président du Conseil d'administration de l'Agence française de développement (AFD) et ancien directeur général de la Société financière internationale (IFC), elle réunit des personnalités françaises ayant une expérience importante en la matière et un égal désir de réforme, dont Rabah Arezki, Bruno Cabrillac, Sylviane Guillaumont Jeanneney, Olivier Lafourcade, Alain Le Roy, Jean-Michel Severino.

En 2024 :

- Analyse des effets des crises récentes sur les flux de financements concessionnels aux PMA.
- Proposition d'une mesure de la vulnérabilité pour guider l'allocation des financements des bailleurs multilatéraux et bilatéraux.
- Réflexion sur la gestion de la dette des pays vulnérables, incluant le cadre d'analyse de soutenabilité, le traitement contingent de la dette et les implications du statut de créancier privilégié.
- Amélioration des mécanismes de redevabilité des financements internationaux et évaluation de l'efficacité de l'aide.
- Analyse des effets de la montée en puissance du financement des biens publics mondiaux dans les flux financiers Nord - Sud.

## ÉTUDE

### Les enjeux de la mesure des flux de financement du développement et des biens publics mondiaux

La Ferdi examine comment la mesure et le suivi des flux de financement du développement pourraient mieux distinguer, de manière transparente, les financements alloués au développement des pays bénéficiaires et ceux alloués à la promotion des biens publics mondiaux.

En 2024 :

- Organisation de deux sessions en marge du deuxième comité préparatoire de la conférence des Nations unies, 4 et 5 décembre 2024, Nations unies, New York (voir ci-dessous « Parmi les événements »).
- Publication du rapport « Les financements publics du développement et des biens publics mondiaux : comment les mesurer ? » et de notes brèves Ferdi sur le suivi des financements internationaux par Serge Tomasi, Senior Fellow à la Ferdi, ancien directeur adjoint de la coopération au développement à l'OCDE, ancien ambassadeur.

## ÉTUDE

### Mobilisation des financements en faveur des pays pauvres et vulnérables

La Ferdi plaide pour la prise en compte de la vulnérabilité dans l'allocation des financements du développement. Elle concentre sa réflexion sur la mobilisation de ressources publiques concessionnelles à destination des pays pauvres et vulnérables.

En 2024 :

- Analyse de l'impact des crises récentes sur les flux de financements concessionnels aux PMA (publication à venir).
- Analyse des perspectives qu'offre la facilité de résilience et de durabilité du Fonds monétaire international (FMI) (Webinaire du 9 avril 2024 organisé par la Ferdi et le Finance for Development Lab).
- Travaux sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI) et son impact potentiel sur la répartition des financements concessionnels (voir Programme 7 | Vulnérabilités, résiliences & pays les moins avancés).
- De nombreuses publications sur la prise en compte des vulnérabilités dans l'allocation des ressources concessionnelles (pourquoi, pour qui, comment ? – voir Programme 7 | Vulnérabilités, résiliences & pays les moins avancés).

10

## ÉTUDE

### Taxation internationale du carbone

La Ferdi poursuit ses travaux sur la taxation des transports internationaux comme levier de financement innovant. Son étude sur l'impact d'une taxe carbone sur le transport maritime (Navigating international taxation : the effects of a carbon levy on shipping) met en lumière le caractère inéquitable envers les pays pauvres et vulnérables d'une possible taxation du carburant maritime, ainsi que son coût économique élevé en termes de perturbation des flux commerciaux et son effet relativement faible sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

En 2024 :

- Publication en mai 2024 du document de travail « Navigating international taxation : the effects of a carbon levy on shipping » (Vianney Dequiedt, Audrey-Anne de Ubeda et Edouard Mien), accompagné d'une note brève synthétisant les principaux résultats et recommandations.
- Diffusion des conclusions auprès de l'administration française et des institutions internationales, avec une reprise notable dans la lettre d'information de la DGM (MEAE) en août.
- Présentation des résultats lors d'événements clés (COP29, séminaires académiques).
- Contribution aux réflexions du MEAE et du Trésor sur l'avenir du Fonds de solidarité pour le développement (FSD) et l'affectation des taxes associées (billets d'avion et transactions financières).

## ÉTUDE

### Gestion de la dette des pays pauvres et vulnérables

Les stratégies d'endettement et celles de mobilisation des ressources domestiques sont interdépendantes et doivent être alignées pour assurer la viabilité budgétaire globale. Leur interaction est donc importante, mais est souvent négligée. La Ferdi souhaite favoriser le dialogue entre les acteurs des politiques de la dette et fiscales.

En 2024 :

- Webinaire de la plateforme française sur la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP) : « Dette et mobilisation des ressources intérieures publiques », 17 octobre 2024 (voir Programme 2 | Fiscalité pour le développement durable).
- Plusieurs réflexions sur la gestion de la dette dans les pays vulnérables ont été engagées et devraient aboutir en 2025, notamment sur l'évolution du cadre d'analyse de la soutenabilité de la dette, le traitement contingent de la dette ou encore les implications du statut de créancier privilégié de certains bailleurs.

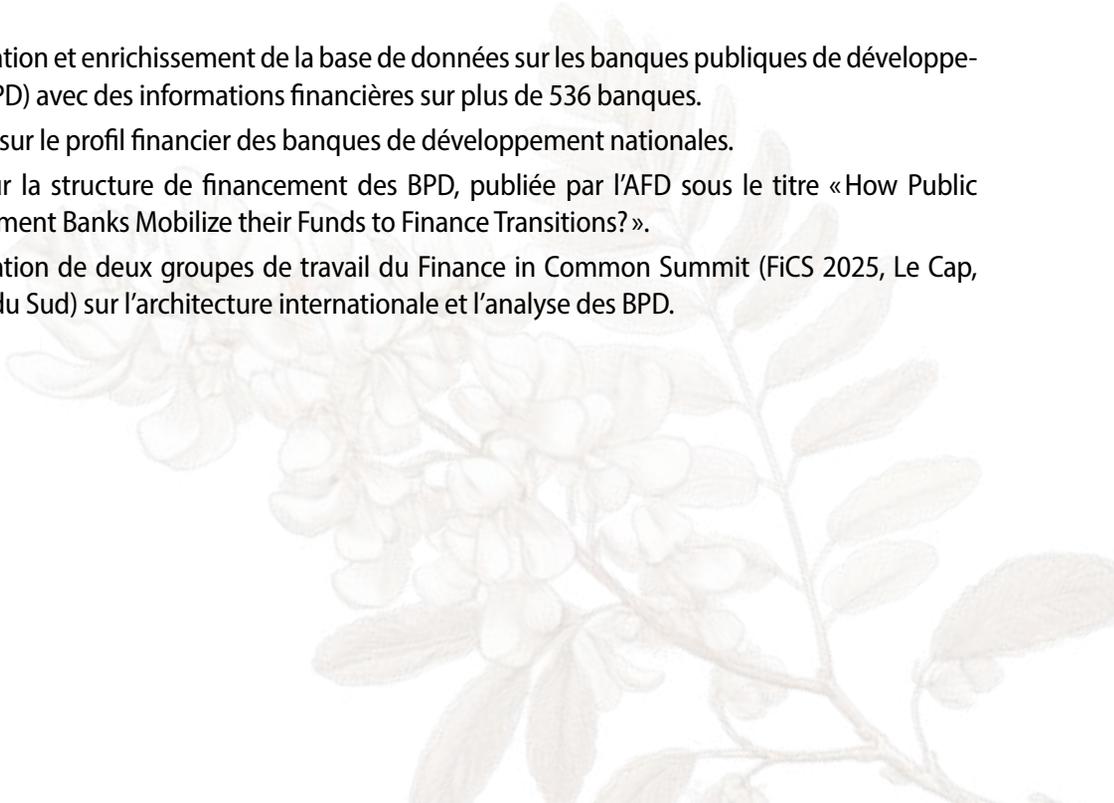
## ÉTUDE

### Banques de développement : rôle et impact

**11**

Grâce à son partenariat avec l'AFD et l'INSE de l'Université de Pékin, la Ferdi a mené un travail approfondi sur les banques publiques de développement (BPD).

En 2024 :

- Actualisation et enrichissement de la base de données sur les banques publiques de développement (BPD) avec des informations financières sur plus de 536 banques.
  - Rapport sur le profil financier des banques de développement nationales.
  - Étude sur la structure de financement des BPD, publiée par l'AFD sous le titre « How Public Development Banks Mobilize their Funds to Finance Transitions? ».
  - Coordination de deux groupes de travail du Finance in Common Summit (FiCS 2025, Le Cap, Afrique du Sud) sur l'architecture internationale et l'analyse des BPD.
- 



## Parmi les publications

- **Guillaumont P.** (2024) « Assessing vulnerability to prevent crises », in *Keeping Sight on the Goals - HLPF Edition, SDG Action*, 56 p.
- **Jacquet P., Severino J.-M.** (2025) « Introduction - Innovation financière dans les pays en développement », *Revue d'économie financière 2024/4*, vol. 156 (issue 4), pp. 7-29.
- **Léon F.** (2024) « Blended Binds : How DFIs' Support Programs Stifle Bank Lending in Africa », *Ferdi Document de travail P342*, juillet.
- **Léon F., Xu J., Marodon R., Zhong W., Rabary S., Jacouton J.-B.** (2025) « Exploring the Financial Profiles of Public Development Banks: An Umbrella Paper », *Public Development Finance Flagship Report No. 5*.
- **Mathonnat J. et al.** (2024) « Financing One Sustainable Health - How countries can get the most out of blended finance », *OSH Initiative Policy Brief*, 2024.
- **Severino J.-M.** (2024) « Entretien : Où en est l'aide publique française au développement ? » *Les Cahiers français*, vol. 438 (mars-avril).
- **Tomasi S.** (2024) « Les financements publics du développement et des biens publics mondiaux : comment les mesurer ? », *Rapport Ferdi*, 60 p.
- **Tomasi S.** (2024) « Le suivi des financements internationaux de la lutte contre le changement climatique : un système à construire », *Ferdi Note brève B275*, novembre.

12



## Blog

- **Official Development Assistance Must Recognize Countries' Vulnerabilities.** 6 février 2024. Guillaumont P., Salam Bello A. et Buissé A. En ligne : [www.project-syndicate.org/](http://www.project-syndicate.org/)



## Parmi les événements

- **4 et 5 décembre 2024, Nations unies (New York) | Deux conférences organisées par la Ferdi lors du deuxième comité préparatoire de la conférence des Nations unies sur le financement du développement (FfD4) :**
  - **Quelle métrique pour le financement du développement ?** Débat sur l'utilisation du TOSSD (Total Official Support for Sustainable Development) comme outil d'allocation et de suivi de la responsabilité des bailleurs.
  - **Plus de financements pour quels pays ?** Une discussion sur l'intégration de la vulnérabilité dans l'allocation des ressources, en partenariat avec les représentations permanentes du Népal et de la France auprès des Nations unies.

- **15 novembre 2024, Bakou | Taxe mondiale sur le transport maritime : décarbonation des transports et financement climat pour les pays vulnérables.** Événement officiel en marge de la COP29 à Bakou organisé par la Ferdi et Transport & Environment.
- **9 avril 2024, en ligne | La facilité de résilience et de durabilité du FMI : premiers retours d'expérience africains.** Webinaire organisé par la Banque de France, la Ferdi, et le Finance for Development Lab.
- **2 février 2024, Clermont-Ferrand | 20 ans de la Ferdi.** Colloque « Pour réformer le financement international du développement, questions à sortir de l'ombre », structuré autour de quatre sessions :
  - Mobilisation durable : quelles innovations ? Keynote : Jean-Pierre Landau
  - Allocation équitable et efficace : quel rôle pour la vulnérabilité ? Keynote : Sir Paul Collier
  - Financement de l'entrepreneuriat : comment dé-risquer pour plus d'impact ? Keynote : Fatoumata Ba
  - Redevabilité des engagements publics : quelles institutions et quels critères ? Keynote : Masood Ahmed



De g. à dr. : Daouda Sembene, Jean-Christophe Donnelier, Abdou Salam Bello, Bruno Cabrillac, Patrick Guillaumont



De g. à dr. : Marc Auboin, Aivo Andrianarivelo, Jean-Michel Severino, Ngueto Yambaye, Jean-Marc Gravellini, Pierre Jacquet

# Fiscalité pour le développement durable

## Éclairer les réformes et les accompagner

Soutenir les administrations fiscales et douanières des pays en développement dans leurs efforts pour mobiliser des ressources intérieures et contribuer aux initiatives internationales sur la fiscalité.



### Réalisations principales

- Appui scientifique à la Plateforme française d'échange et de coordination interministérielle sur la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP).
- Étude sur les potentiels fiscaux des pays de l'UEMOA assortie de recommandations.
- Collaboration avec Expertise France et l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) pour l'analyse des chaînes de valeur et des enjeux de la fiscalité du secteur extractif.
- Analyse de la fiscalité environnementale des États membres de l'UEMOA.
- Étude approfondie de la charge fiscale effective des opérateurs de téléphonie mobile dans 29 pays africains.
- Article «The regressivity of CIT Exemptions in Africa» publié dans *International Tax and Public Finance*. Auteurs : Dama A. A., Rota-Graziosi G., Sawadogo F.

#### COLLABORATION

### Mobilisation des ressources intérieures

La Ferdi joue un rôle clé dans l'appui scientifique aux réflexions et stratégies visant à renforcer la mobilisation des ressources intérieures (MRI). Elle collabore avec la Plateforme française d'échange et de coordination interministérielle sur la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP) et les institutions régionales de l'UEMOA et de la CEMAC pour améliorer l'expertise fiscale et soutenir les politiques publiques en la matière.

En 2024 :

- Webinaires : lancement de l'ouvrage de Michael Keen sur la fiscalité environnementale dans les pays en développement (février), « Droits d'accises et santé » (avril), « Dette et mobilisation des ressources intérieures publiques » (octobre).
- Appel à contribution sur les écarts fiscaux et le financement des Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique. L'étude est actuellement en cours de réalisation par une équipe de recherche de l'Université Clermont Auvergne (Cerdi).
- Contribution aux réflexions stratégiques du futur Plan d'investissement stratégique français (2025).
- Étude sur les écarts fiscaux des États membres de l'UEMOA (voir ci-dessous).

### Étude

## Estimation des potentiels fiscaux des pays de l'UEMOA

La Ferdi contribue aux réflexions des institutions régionales africaines sur la politique fiscale. Pour répondre aux objectifs régionaux de l'UEMOA en matière de mobilisation des recettes fiscales, la Ferdi a mené, en partenariat avec la Commission, une étude sur les écarts fiscaux des États membres (non diffusée), mettant en lumière les défis de la collecte des recettes et les efforts de conformité. L'évaluation des écarts fiscaux constitue une étape préliminaire essentielle pour renforcer la mobilisation des ressources domestiques.

### Principaux constats

- Une pression fiscale insuffisante pour assurer un financement adéquat des services publics et du développement. En 2021, le taux moyen de prélèvement fiscal en UEMOA était de 13,11 % du PIB (13,8 % en 2022), bien en dessous du seuil de 20 % du PIB recommandé par les Nations unies.
- Les écarts fiscaux – différence entre les recettes potentielles de l'assiette fiscale et les recettes réelles – ont été estimés à 6,24 % du PIB en moyenne sur la période 2018-2022, avec une forte disparité entre les pays. Un peu moins de la moitié de ces écarts correspond aux dépenses fiscales (exonérations, taux réduits...), le reste étant constitué d'écarts de conformité résultant de l'informalité, des fraudes fiscales ou de défaillances administratives.

**Les conclusions de l'étude ouvrent la voie à des réformes fiscales susceptibles de concilier impératifs de mobilisation des ressources et soutien à la croissance économique dans la région.**

## BASE DE DONNÉES

### Partage de la rente minière en Afrique subsaharienne

Depuis 2014, la Ferdi, en partenariat avec le Centre d'études et recherches sur le développement international (Cerdi) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), est activement engagée dans l'étude du partage de la rente minière en Afrique subsaharienne. En 2018, elle met-tait à disposition du public une importante base de données juridiques et fiscales pour évaluer le partage de la rente dans le secteur aurifère en Afrique.

En ligne : <https://ferdi.fr/donnees/base-de-donnees-sur-la-fiscalite-mini-ere-en-afrique>

Forte de son expérience, la Ferdi a été appelée en 2024 à collaborer avec Expertise France pour renforcer les capacités des membres du Comité National de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) au Congo et au Sénégal, en les accompagnant dans l'analyse des chaînes de valeur et des enjeux fiscaux du secteur extractif.

En 2024 :

- Deux rapports d'analyse de la fiscalité minière et pétrolière du Sénégal et de la République du Congo : « Chaîne de valeur et enjeux de la fiscalité du secteur extractif au Sénégal », « Chaîne de valeur et enjeux de la fiscalité du secteur extractif en République du Congo ».
- Deux ateliers de réflexion et de formation en présentiel à Brazzaville et à Dakar en partenariat avec Expertise France et l'ITIE Congo et Sénégal.
- Formations en ligne tutorées sur la fiscalité minière et le partage de rente.

## ÉTUDE

### Fiscalité environnementale en UEMOA

Dans le cadre de son partenariat avec la Commission de l'UEMOA, la Ferdi a mené une analyse de la fiscalité environnementale des États membres de l'Union.

En 2024 :

- Rapport remis à l'UEMOA (non public). Il met en lumière la faiblesse des performances environnementales des États membres, notamment en matière d'adaptation au changement climatique, tout en soulignant le potentiel des réformes fiscales vertes pour mobiliser des ressources et favoriser la transition écologique. Il recommande une révision des réglementations sur la taxation des produits pétroliers, des véhicules et des plastiques, ainsi qu'un soutien aux États membres pour la définition de taxes sur les émissions dans l'air et dans l'eau.

## ÉTUDE

### Fiscalité numérique

Dans un contexte de rareté des ressources publiques, la taxation des services numériques suscite un intérêt croissant dans de nombreux pays africains. Plusieurs États augmentent ainsi les coûts des licences des opérateurs de télécommunication, relèvent les taux des taxes existantes ou introduisent de nouvelles impositions spécifiques au secteur. Face à ces évolutions, la Ferdi, par ses analyses économiques, éclaire les politiques fiscales sectorielles en Afrique.

En 2024 :

- Une étude approfondie sur la charge fiscale effective des opérateurs de téléphonie mobile dans 29 pays africains, a évalué le taux effectif moyen d'imposition en intégrant aussi bien les taxes générales que celles spécifiques au secteur. Les résultats montrent que la fiscalité pesant sur ces opérateurs est particulièrement élevée, en grande partie en raison des prélèvements spécifiques qui leur sont appliqués. Cette situation soulève des préoccupations quant à ses effets sur l'investissement, l'expansion du marché et l'accessibilité des services pour les consommateurs. Ces conclusions appellent à une réflexion sur l'équilibre entre la mobilisation des ressources publiques et la nécessité de préserver un cadre fiscal favorable au développement du secteur des télécommunications, essentiel pour soutenir l'inclusion numérique en Afrique.
- Une application R-Shiny qui permet de répliquer notre analyse ou de modifier les paramètres choisis pour d'autres simulations.

En ligne : [www.shiny.mesocentre.uca.fr](http://www.shiny.mesocentre.uca.fr)

17

### Publication

#### Régressivité des exonérations d'impôt sur les sociétés

La revue *International Tax and Public Finance* a publié l'article « The Regressivity of CIT Exemptions in Africa », dans lequel Alou Adessé Dama, Grégoire Rota-Graziosi et Fayçal Sawadogo analysent les systèmes d'incitations fiscales à l'investissement dans 44 pays africains.

#### Principaux constats

- Dans 20 des pays analysés, les régimes incitatifs sont régressifs : les entreprises les moins rentables sont davantage taxées, tandis que les plus profitables bénéficient d'une imposition plus faible résultant d'une régressivité du système fiscal.
- Ce phénomène s'explique principalement par le recours aux exonérations de l'impôt sur les sociétés (IS) comme principal outil d'incitation fiscale.

**En conclusion, les auteurs recommandent l'utilisation du crédit d'impôt sur les sociétés, un mécanisme plus équitable et potentiellement plus efficace.**



## Parmi les publications

- **Bamba D., Dama A. A., Rota-Graziosi G.** (2025) « Effective Tax Burden on Mobile Network Operators in Africa », Ferdi *Document de travail* P348, février.
- **Bouterige Y., Pafadnam N.-R.** (2023) « L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) : une mine d'informations à exploiter ? », Ferdi *Document de travail* P313, janvier.
- **Kinda H., Mien É.** (2024) « Does transparency pay? Natural resources, financial development and the extractive industries transparency initiative (EITI) », *World Development*, vol. 79.



## Parmi les événements

- **17 octobre 2024 | Webinaire de la plateforme MRIP « Dette et mobilisation des ressources intérieures publiques ».** Modéré par Bruno Cabrillac, il a réuni Thordur Jonasson, chef adjoint de la division Dette et marchés de capitaux au sein du département des Marchés monétaires et de capitaux au FMI ; Katherine Baer, directrice adjointe du département des Affaires fiscales au FMI ; Habasso Traore, directeur des Finances publiques et de la Fiscalité intérieure de la Commission de l'UEMOA ; Judicaël Akouere, directeur de la Dette à la Caisse congolaise d'amortissement du Ministère de l'Économie et des Finances du Congo ; Philippe Guyonnet-Duperat, secrétaire général du Club de Paris ; Aurélien Mali, vice-président Senior Credit Officer à la Sovereign Risk Group Moody's Ratings.
- **11-14 juin 2024, Brazzaville | 37<sup>e</sup> conférence annuelle du Credaf.** Participation de la Ferdi (Anne-Marie Geourjon et Céline de Quatrebarbes) en collaboration avec Expertise France aux ateliers sur les stratégies de collecte et d'intégration des données.
- **29-30 avril 2024, Paris | Événement de clôture du projet DATAFID.** L'IHEDD-Ferdi est intervenu lors du séminaire clôturant la fin du projet DATAFID pour restituer la co-construction du parcours de formation en science des données destiné aux administrations fiscales et douanières.



## Blog

- **L'exonération d'impôt sur les sociétés : la pire des incitations fiscales ?** 21 février 2024.  
Dama A.A., Rota-Graziosi G., Sawadogo F.  
En ligne : [www.cerdi.uca.fr/](http://www.cerdi.uca.fr/)

# Intégration régionale, commerce, & compétitivité durable

## Appuyer l'action des institutions communautaires

S'engager activement en faveur de l'intégration régionale et du commerce international des pays en développement et travailler en étroite collaboration avec les institutions communautaires.



### Réalisations principales

- Collaboration avec l'UEMOA sur cinq thématiques stratégiques définies par la Commission.
- Collaboration avec la CEMAC sur quatre thématiques stratégiques définies par la Commission.
- Analyse de l'impact des barrières commerciales et des intégrations économiques régionales en Afrique.
- Production d'indicateurs de compétitivité durable pour les pays de l'UEMOA et de la CEMAC.
- Appui au lancement de l'Observatoire du climat des affaires en Afrique centrale.

19

### PARTENARIAT

#### Commission de l'UEMOA

La Ferdi et la Commission de l'UEMOA ont signé en 2023 une troisième convention pour trois ans (2023-2025). Cette collaboration couvre cinq actions spécifiques :

- **Potentiels et écarts fiscaux des pays de l'UEMOA** : développement d'une méthodologie pour l'appréciation des potentiels et des écarts fiscaux des principaux impôts au sein de l'UEMOA (voir Programme 2 | Fiscalité pour le développement durable) permettant à la Commission la rédaction d'un rapport annuel des écarts fiscaux.
- **Vulnérabilités des pays de l'UEMOA** : élaboration de profils de vulnérabilité permettant à la Commission de s'approprier cette méthodologie.
- **Dynamique de l'économie numérique** : analyse des effets de la digitalisation sur les marchés agricoles au sein de l'UEMOA (rapport et article de recherche) et étude à venir sur les effets de la digitalisation sur l'accès au marché du travail.
- **Politiques de modernisation agricole** : étude du financement de l'entrepreneuriat agricole, de l'assurance des risques climatiques dans le secteur agricole, et de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires avec un livrable à venir sur le développement de chaînes de valeur agricoles dans l'UEMOA.
- **Emploi des jeunes** : analyse des déterminants de l'emploi des jeunes dans l'agriculture (accès à la terre, aux services financiers, aux marchés, à la vulgarisation agricole et aux compétences),

à l'emploi rural non agricole et au travail de soins non rémunéré, et analyse de l'investissement d'impact et d'employabilité des jeunes dans l'UEMOA (travail en cours).

## PARTENARIAT

### Commission de la CEMAC

En 2023, la Ferdi et la Commission de la CEMAC ont signé une convention de deux ans (2023-2024), prolongée jusqu'en 2025. Les activités se concentrent sur quatre axes :

- **Observatoire du climat des affaires de la CEMAC** : appui dans le choix des indicateurs de l'Observatoire, notamment des indicateurs environnementaux, et dans les réflexions sur les processus d'opérationnalisation de l'Observatoire (mobilisation des points focaux, remontées de l'information, fréquence de production de données).
- **Approfondissement des questions relatives à la surveillance multilatérale** : analyse de la sensibilité budgétaire aux évolutions du prix des ressources non pétrolières pour les États membres qui ne sont pas ou peu dépendants de la ressource pétrolière. Cette étude vise à analyser la pertinence d'inclure d'autres ressources naturelles dans la règle de solde budgétaire actuel. Compte tenu des difficultés d'accès aux données nécessaires à ces travaux, la Ferdi identifie avec la Commission de la CEMAC des activités pouvant être mises en œuvre sur la surveillance multilatérale en 2025.
- **Approfondissement et consolidation des conclusions de l'étude sur la création d'une université d'excellence** (voir Programme 5 | Capital & développement humains).
- **Analyse de la compétitivité des États membres de la CEMAC** à la lumière de l'Observatoire de la compétitivité durable (OCD).

## ÉTUDE

### Commerce et développement

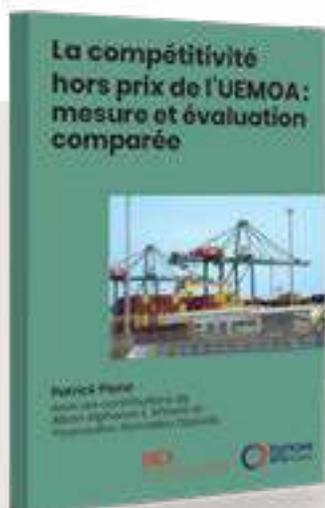
La Ferdi analyse les défis liés à la facilitation des échanges, à l'intégration des chaînes de valeur régionales et à l'impact environnemental du commerce.

En 2024 :

- Les travaux de la Ferdi mettent en évidence le rôle clé que peut jouer la mise en œuvre de l'accord sur la facilitation des échanges (AFE) en complément des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). En évitant les conflits liés aux transferts de rente, l'AFE pourrait faciliter les échanges commerciaux de manière significative en réduisant le temps passé en douane ce qui se traduit par une réduction de l'équivalent tarifaire ad valorem (EAV) de l'ordre de 3,5 % à 7 % pour les importations et de 8 % de croissance supplémentaire pour les exportations.
- Une étude de la Ferdi basée sur de nouvelles mesures plus complètes de la participation aux chaînes d'approvisionnement à plusieurs niveaux montre que, malgré une multitude d'accords régionaux, l'Afrique n'a pas encore amorcé une véritable réorientation de son commerce vers les pays du continent.
- La Ferdi a établi une cartographie des émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans 51 pays africains et 132 autres pays pour 163 secteurs sur la période 1995-2022.

OBSERVATOIRE**Compétitivité durable**

- **La compétitivité de l'économie ivoirienne** : une lecture des performances comparées à la lumière de l'Observatoire de la compétitivité durable (OCD). Étude réalisée à la demande de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGE-CI) en collaboration avec la CAPEC de l'université Felix Houphouët-Boigny.
- **Formation « L'économie tunisienne et sa compétitivité »**. Projet Savoirs Éco - Expertise France - Ferdi. Tunis du 10 au 13 juin 2024. Évaluation comparée de la compétitivité de la Tunisie dans l'environnement du Maghreb et de l'ensemble des pays africains. La formation a été dispensée devant une trentaine de personnes de la fonction publique, du secteur privé et de la société civile.
- Élaboration d'une liste d'indicateurs de compétitivité durable.

**Publication****La compétitivité hors prix de l'UEMOA : mesure et évaluation comparée****21**

*Ouvrage publié par les éditions de l'AFD, en collaboration avec la Ferdi.*

Cet ouvrage a été réalisé par Patrick Plane avec la contribution d'Alban Houré, professeur à l'Université Houphouët Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et Youssoufou Hamadou Daouda, professeur à l'Université Djibo Hamani à Tahoua (Niger). Il analyse l'intégration des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dans l'économie mondiale au prisme d'une grille de lecture développée par l'Observatoire de la compétitivité durable (OCD) de la Ferdi. Il repose, notamment, sur l'étude des facteurs de vulnérabilité structurelle et d'attractivité des territoires (taille du marché, infrastructures, gouvernance). Si l'UEMOA apparaît, dans l'ensemble, plus vulnérable au regard de la moyenne continentale, une ligne de fracture semble se dessiner entre les pays sahéliens et côtiers, dont la façade maritime facilite l'intégration. Cette disparité s'illustre en particulier à travers l'étude des chaînes de valeur du Niger et de la Côte d'Ivoire, pays moteurs dans la croissance économique de l'UEMOA.

**Référence**

**Plane P.** (2023) "La compétitivité hors prix de l'UEMOA : mesure et évaluation comparée", avec les contributions d'Alban A. E. Houré et Youssoufou Hamadou Daouda, Document de recherche AFD, hors série n° 20, 348 p.



## Parmi les publications

- **de Melo J., Solleder J.-M.** (2025) «How can the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) help develop regional value chains across Africa? An Exploration», *Review of World Economics*.
- **Nana I., Ouedraogo R., Tapsoba S. J.** (2024) «L'incertitude est importante pour le commerce: découverte des effets hétérogènes», *Ferdi Note brève B276*, novembre.
- **Sorgho Z.** (2024) «US suspension policy from the African Growth and Opportunity Act (AGO): An estimation of the missing exports from sub-Saharan Africa», *South African Journal of Economics* (SAGE), vol. 92 (issue 4), pp. 413-580.



## Parmi les événements

- **15 mai 2024, en ligne** | **Conversations de recherche de l'AFD**. Patrick Plane, responsable du programme Observatoire de la compétitivité durable à la Ferdi et Alban Houré, Senior Fellow Ferdi. Participation aux échanges lors d'un webinaire sur la compétitivité hors prix de l'UEMOA. Les interventions sont en relation avec la publication d'une étude réalisée sur le sujet par la Ferdi en partenariat avec l'AFD (voir encadré).
- **1<sup>er</sup>-4 octobre 2024, Clermont-Ferrand** | **Atelier de travail CEMAC-Ferdi**. Une délégation de la Commission de la CEMAC, conduite par le Vice-Président Charles Assamba Ongodo, a effectué une mission à Clermont-Ferrand. Cet échange s'inscrivait dans le cadre de la collaboration entre la Ferdi, le Cerdi et la CEMAC.
- **24-28 juin 2024, Clermont-Ferrand** | **Atelier de travail UEMOA-Ferdi**. La Ferdi a accueilli à Clermont-Ferrand une délégation de la Commission de l'UEMOA pour une mission de suivi de la convention de partenariat.
- **24-26 janvier 2024, Douala** | **Atelier d'opérationnalisation des points focaux de l'Observatoire du climat des affaires en zone CEMAC**. Ouvert par Nicolas Beyeme Nguema, commissaire en charge des Politiques économiques, monétaires et financières à la Commission de la CEMAC, l'événement a réuni une vingtaine d'experts pays et des consultants internationaux, représentants de la BEAC, la BDEAC et du PREF CEMAC. Patrick Plane a participé aux discussions.

22



Atelier de travail UEMOA-Ferdi | 25 juin 2024

# Transition énergétique & transition numérique

Soutenir la transition énergétique  
et numérique par la mesure d'impact

Évaluer des solutions novatrices d'accès à l'énergie, analyser les impacts et les dynamiques numériques en Afrique de l'Ouest et promouvoir une gouvernance des ressources naturelles qui s'inscrit dans le contexte géopolitique de la transition énergétique.



## Réalisations principales

- Analyse d'impact des projets d'électrification rurale par mini-réseaux.
- Collecte de données sur l'électricité décentralisée déployée sur plusieurs centaines de projets dans au moins quatre pays.
- Analyse des dynamiques numériques en Afrique de l'Ouest.
- Analyse de l'impact de la digitalisation sur le développement des pays d'Afrique de l'Ouest.
- Ouvrage *Climate Change, Natural Resources and Geopolitics*. Auteur: Arezki R.

23

## ÉTUDE

### Accès à l'électricité et développement

Les travaux de la Ferdi, en partenariat avec le Club-ER (Association africaine pour l'électrification rurale) et Électriciens sans Frontières, sur l'évaluation de l'impact des mini-réseaux – solution *a priori* réaliste pour l'électrification des zones rurales en Afrique de l'Ouest – prennent de l'ampleur grâce au soutien du projet «Growing Government Engagement in Energy Access», financé par le Foreign, Commonwealth and Development Office.

En 2024 :

- Analyse de l'impact de l'électrification rurale. Deux études sont publiées permettant d'affiner la compréhension de l'impact révélé par les données de luminosité nocturne. La première, menée pour la première fois sur des projets africains (Madagascar, Burkina Faso), a permis de tester le caractère dynamique des impacts. La seconde, en partenariat avec Électriciens sans Frontières, a permis de quantifier et isoler les biais liés au poids de l'éclairage public.

- Évaluation de l'impact des Cafés Lumière à Madagascar. Les premiers résultats de cette évaluation ont fait l'objet d'un article de blog sur *Entreprenante Afrique*. Ils montrent des impacts positifs sur l'usage domestique de l'électricité (éclairage et téléphonie mobile) et sur la santé maternelle et infantile, mais pas d'effet significatif sur l'éducation ou la sécurité.
- Projet de collecte de données satellitaires et de données d'enquêtes de terrain sur l'électrification rurale sur un total de plusieurs centaines de projets dans au moins 4 pays. Ce projet est destiné à mieux documenter les différents impacts des projets et à identifier les facteurs de risque d'échec. Il a été entrepris en partenariat avec Club-ER, l'association des agences d'électrification rurale africaines, et bénéficie du soutien du programme «Transforming Energy Access» de la coopération britannique.

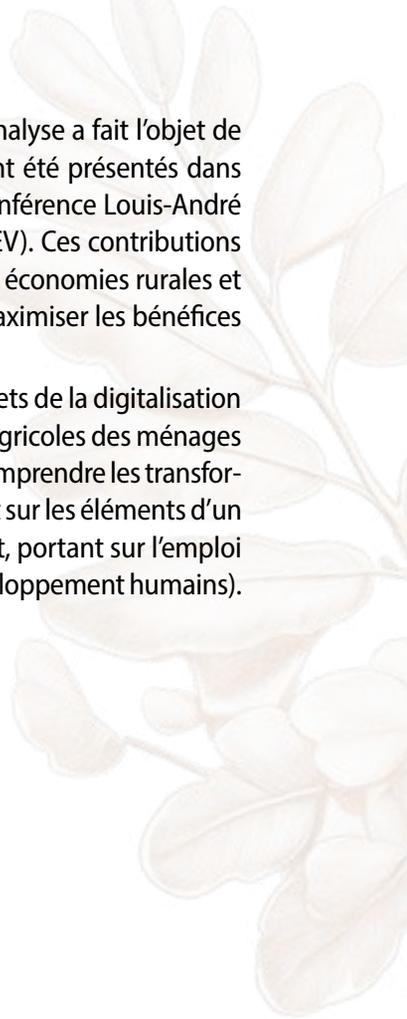
## ÉTUDE

### Nouvelles dynamiques autour de l'économie numérique en UEMOA

Impulsé par la convention de partenariat signée avec la Commission UEMOA, un certain nombre d'activités de recherche ont été menées autour des nouvelles dynamiques liées à l'économie numérique au sein de l'UEMOA, afin d'analyser l'impact de la digitalisation sur les économies rurales et les marchés du travail en Afrique de l'Ouest.

En 2024 :

- Analyse de l'impact de la digitalisation sur les économies rurales. Cette analyse a fait l'objet de publications (documents de travail et notes brèves) dont les résultats ont été présentés dans des séminaires de recherche de plusieurs laboratoires (Cerdi, Dial PSL, conférence Louis-André Gérard-Varet à l'AMSE Marseille et conférence ICDE organisée par l'AFEDEV). Ces contributions renforcent la compréhension des implications de la digitalisation pour les économies rurales et soulignent l'importance d'une infrastructure numérique adaptée pour maximiser les bénéfices en termes d'accès aux marchés et d'inclusion économique.
- Une étude en cours a pour objet d'approfondir l'analyse empirique des effets de la digitalisation sur l'accès au marché du travail ainsi que sur les activités agricoles et non agricoles des ménages dans l'UEMOA. Ce travail vise à fournir des éléments concrets pour mieux comprendre les transformations induites par le numérique dans ces secteurs. Il s'appuie également sur les éléments d'un rapport compagnon, rédigé dans le cadre de la convention de partenariat, portant sur l'emploi des jeunes en zone rurale dans l'UEMOA (voir Programme 5 | Capital & développement humains).



CHAIRE

## Numérique et politiques publiques

La chaire *Numérique et politiques publiques* s'inscrit dans la continuité de la chaire *Confiance numérique*. Son objectif est d'analyser et de formuler des recommandations visant à favoriser la transformation numérique des économies africaines. Plusieurs projets ont été initiés en 2024, portant sur l'inclusion financière, l'identification numérique et l'infrastructure numérique internationale. La chaire *Numérique et politiques publiques* est dirigée par Jenny C. Aker et Fatoumata Ba, avec le soutien de Joël Cariolle.

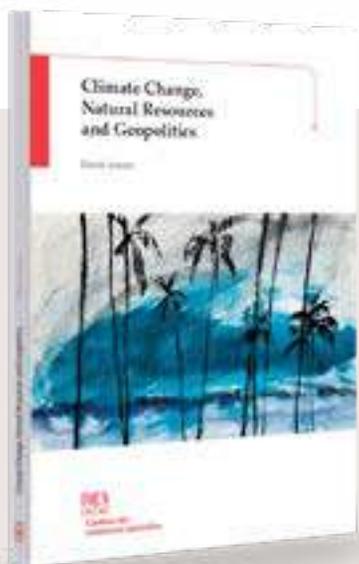
En 2024 :

- Soutien au projet pilote mené par Jenny Aker (Cornell University) visant à renforcer l'inclusion financière des ménages agricoles au Niger grâce aux paiements mobiles. Ce projet est en cours de réalisation et un livrable est attendu à la fin du premier semestre 2025.
- Une étude sur l'identification numérique en Afrique subsaharienne est en cours. Elle vise à analyser les enjeux et défis liés aux systèmes d'identification numérique et à leur rôle dans l'accès aux services essentiels dans la région.
- De nombreuses publications académiques ou articles de blog renforcent les travaux de la chaire. À citer notamment : la publication d'un document de travail dans la série World Bank Policy Research Paper de la Banque mondiale. Coécrite par Cariolle J., Hounbouon G. V., Silue T. A. H. et Strusani D. (2024), l'étude «The Impact of Submarine Cables on Internet Access Price, and the Role of Competition and Regulation» examine l'effet des câbles sous-marins sur le prix de l'accès à internet, ainsi que l'importance de la régulation et de la concurrence dans ce secteur.
- Travaux présentés et discutés lors de plusieurs conférences et séminaires internationaux, parmi lesquels une intervention à la Conférence de recherche annuelle de la Société financière internationale (IFC) à Sciences Po, où Joël Cariolle a initié les discussions dans une session consacrée à la finance numérique et à l'entrepreneuriat dans les économies en développement et une présentation du papier «The Impact of Submarine Cables on Internet Access Price, and the Role of Competition and Regulation» à la Commission fédérale sur les télécommunications (FCC), illustrant l'impact des infrastructures numériques sur l'accès à internet et la régulation du secteur.

L'ensemble de ces initiatives souligne le rôle croissant du numérique dans les politiques publiques et met en avant l'importance d'une approche concertée entre recherche, institutions internationales et acteurs locaux pour maximiser l'impact du numérique sur le développement.

CHAIRE**Gestion nationale et internationale des ressources naturelles**

Dans le cadre de la politique de développement des chaires, la Ferdi a créé en 2023 une chaire *Gestion nationale et internationale des ressources naturelles*, dirigée par Rabah Arezki. L'objet de cette chaire est de promouvoir et renforcer une réflexion sur la gestion des ressources naturelles, thème de recherche traité depuis de nombreuses années au Cerdi et à la Ferdi, qui, compte tenu de l'environnement international actuel, doit faire l'objet d'un profond renouvellement.

**Publication****Climate Change,  
Natural Resources  
and Geopolitics**

Rabah Arezki

L'ouvrage examine comment les politiques peuvent éviter de reproduire les erreurs passées dans la gestion des ressources naturelles, à l'origine de la notion de « malédiction des ressources » – ce paradoxe où les pays dépendants de ces richesses affichent souvent de moins bonnes performances économiques. L'objectif est que le nouvel essor des ressources, porté par les dynamiques du changement climatique, de la technologie et de la géopolitique, favorise cette fois un développement éthique, durable et inclusif des pays qui en disposent.

Référence

**Arezki R.** (2024) *Climate Change, Natural Resources and Geopolitics*, Ferdi, 76 p.



## Parmi les publications

- **Berthelemy J.-C., Maurel M.** (2024) «A sky view evaluation of the impact of mini-grid projects on progress towards SDG7 », *Journal of Development Effectiveness*, janvier.
- **Cariolle J., Carroll II D. A.** (2024) «From Phone Access to Food Markets: Is Mobile Connectivity Transforming West-African Livelihoods? », *Ferdi Document de travail* P341.
- **Cariolle J., Elkhateeb Y., Maurel M.** (2024) « Misinformation technology: Internet use and political misperceptions in Africa », *Journal of Comparative Economics*, vol. 52 (issue 2), pp. 400-433.
- **Cariolle J., Leon F.** (2024) « How internet helped firms cope with COVID-19 », *Revue économique*, vol. 75, issue 4, pp. 793-834.



## Parmi les événements

- **11 décembre 2024 | Séminaire de recherche Banque de France-Ferdi.** Présentation et discussion du papier «The Impact of Submarine Cables on Internet Access Price, and the Role of Competition and Regulation». Auteurs: Cariolle J., Hounghonon G. V., Silue T. A. H., Strusani D.
- **26 janvier 2024 | Journée internationale des énergies propres – Forum annuel du réseau Cicle.** Les travaux de la Ferdi sur la mesure de l'impact des projets d'électrification décentralisée ont été présentés par Christophe Angely, conseiller spécial à la Ferdi.
- **22 et 23 janvier 2024 | Conférence de recherche annuelle de la Société financière internationale à Sciences Po.** Invité à cette conférence, Joël Cariolle, chercheur à la Ferdi, a lancé les discussions et est intervenu lors de la session sur la finance numérique et l'entrepreneuriat dans les économies en développement.

27



## Blogs

- **Strengthening social contracts in Africa: Is social media a blessing or a curse?** 16 septembre 2024. Cariolle J., Maurel M., Isser D.H., Raballand G.  
En ligne : [www.blogs.worldbank.org](http://www.blogs.worldbank.org)
- **Mesurer les impacts des projets d'électrification décentralisée. Les Cafés Lumière de Madagascar.** 4 articles du 13 octobre 2023 au 29 janvier 2024. Barès S., Berthelemy J.-C.  
En ligne : [www.entreprenanteafrique.com](http://www.entreprenanteafrique.com)
- **Monnaie électronique dans l'UEMOA: pierre angulaire de l'inclusion financière.** 10 janvier 2025. Derreumaux P.  
En ligne : [www.paul-derreumaux.com](http://www.paul-derreumaux.com)

# Capital & développement humains

## Emploi, éducation, santé, pierres angulaires du développement

La Ferdi considère le capital humain – en particulier l’emploi, l’éducation et la santé – comme un levier essentiel pour relever les défis du développement durable.



### Réalisations principales

- Analyse des opportunités et des défis de l’insertion professionnelle des jeunes ruraux en UEMOA.
- Collaboration avec les ministères de la Santé et de la Fonction publique dans plusieurs pays pour l’analyse de l’efficacité des structures de soins et la mise en œuvre de réformes structurelles.
- Renforcement des capacités des acteurs de la santé.
- Collaboration aux côtés d’Expertise France pour la mise en œuvre du projet « Savoirs Éco en Tunisie ».
- Analyse des différents modèles économiques applicables aux pôles d’excellence communautaires et en particulier à l’Université Afro-américaine d’Afrique centrale (AAUCA).

28

### ÉTUDE

#### Politiques d’emploi des jeunes en UEMOA

Les pays de l’UEMOA, comme d’autres en Afrique, doivent relever le défi d’une population majoritairement jeune et rurale, qui exerce une forte pression sur des marchés du travail dominés par l’informalité et l’agriculture de subsistance. Ce contexte est exacerbé par le changement climatique, les tensions sécuritaires et l’essor de la numérisation, qui redessinent en profondeur le paysage économique et de l’emploi dans la région.

En 2024 :

- Rapport publié dans le cadre du partenariat avec la Commission de l’UEMOA sur l’emploi des jeunes ruraux, dans et hors secteur de l’agriculture. Il analyse les opportunités et défis de leur insertion professionnelle, en s’appuyant sur le contexte socio-économique et la littérature existante, pour éclairer les stratégies de diversification des moyens de subsistance et de promotion d’un emploi productif (rapport non public.)

## EXPERTISES

### Santé et développement

Le programme « Économie de la santé » de la Ferdi vise à renforcer l'efficacité et la résilience des systèmes de santé à travers deux axes complémentaires : la recherche appliquée orientée vers la formulation de recommandations pour la politique de santé et le renforcement des capacités des décideurs du secteur de la santé. Il s'inscrit dans la mission globale de la Ferdi, qui consiste à éclairer les politiques publiques par des analyses rigoureuses et des recommandations adaptées aux contextes économiques et sociaux des pays en développement.

Les travaux menés dans le cadre de ce programme répondent aux défis majeurs liés au financement de la santé, à l'efficacité des structures de soins et au comportement des ménages face aux risques sanitaires. La Ferdi met ainsi à disposition des décideurs des outils d'analyse pour améliorer la prise de décisions dans le secteur de la santé, en veillant à leur faisabilité économique et à leur acceptabilité sociale et politique. En complément, elle propose des formations spécialisées en économie de la santé à destination des cadres publics et privés, afin de renforcer leurs compétences en matière de planification et de gestion des politiques de santé. Ces formations s'appuient sur l'expertise des membres de l'équipe en matière de recherche sur les politiques de santé en Afrique et en Asie.

En 2024 :

- Participation aux discussions internationales sur le financement de la santé (Banque mondiale, FMI, AFD) et engagement dans le groupe de travail international sur le financement de One Sustainable Health (voir Programme 1 | Financement international du développement).
- Études de l'efficacité des structures de soin au Togo, au Burkina Faso, à Madagascar, en Mongolie et en Chine. Ces études se font en collaboration avec les autorités des pays concernés : Ministère de la Santé et Ministère de la Fonction publique, du travail et du dialogue social du Togo, ministères de la Santé du Burkina Faso, Ministère de la Santé de Madagascar, Mongolian National University of Medical Sciences, bureau de la Santé de la préfecture de Weifang et la Weifang University of Medical Sciences, province de Shandong en Chine.
- Enquêtes et analyses sur l'accès aux soins et les déterminants de la demande de santé pour la mise en œuvre de la couverture santé universelle au Togo
- Parcours de formation « Renforcer les systèmes de santé et les politiques de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles » ouvert aux cadres de santé dispensé par l'IHEDD-Ferdi. Ce parcours de formations qualifiantes comprend 120h dont 36h en présentiel à Clermont-Ferrand. En partenariat avec la direction de la Coopération Internationale du Gouvernement princier de Monaco (financement du programme reconduit par la DCI pour 2025-2027).
- Formations à la demande des ministères de la Santé du Botswana et de Madagascar et interventions dans le cadre du volet formation continue du Master en Analyse et Evaluation des Politiques Publiques de Santé de l'Institut des Politiques Publiques (IPP) de l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar).



## Parmi les publications

- **Kergall P., Guillon M., Mathonnat J.** (2024) « Technical efficiency analysis of advanced medical centers in Burkina Faso », *BMC Health Services Research*, vol. 24, art. 1218.
- **Mathonnat J.** (2024) « Passer du défi à l'action : élargir la couverture santé à tous – Deux enjeux majeurs ignorés lors des Réunions de printemps 2024 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI », *Ferdi Note brève B268*, juin.
- **Andrianantoandro V.T.A., Audibert M., Kesteman T., Ravolanjarasoa L., Randrianariveლოსია M., Rogier C.** (2024) « Cost of the national malaria control program and cost-effectiveness of indoor residual spraying and insecticide-treated bed net interventions in two districts of Madagascar » *Cost Effectiveness and Resource Allocation*, vol. 22 (issue 1), p. 89.
- **Alowou, A.P., Ataké, E-H., Pélissier, A.** (2024) « Barrières à l'accès et renoncement aux soins des étudiants de l'Université de Lomé au Togo : portrait et analyse des facteurs explicatifs à partir d'une enquête ad hoc », *Mondes en développement*, vol. 206 (issue 2).

### PROJET

## Effets indirects de la Covid-19 en Afrique

30

En 2024 :

- Présentation au LDC Future Forum à Helsinki (4-7 mars 2024) d'une analyse sur l'impact des chocs passés et récents sur la croissance économique et le bien-être des populations dans les PMA. Cette présentation comprenait notamment une adaptation des résultats du papier « Covid-19 Deaths Transfer to Sub-Saharan Africa », visant à estimer les effets indirects de la pandémie de Covid-19 sur la mortalité générale et infanto-juvénile dans les PMA.
- Participation à un podcast de Collateral Global, organisation britannique analysant les mesures non pharmaceutiques face à la Covid-19. Éclairage sur les impacts indirects de la pandémie sur la mortalité en Afrique subsaharienne et contribution aux débats sur la gestion des crises sanitaires mondiales.

### PROJET

## Savoirs Éco en Tunisie

L'objectif du projet Savoirs Éco en Tunisie (2023-2026) mis en œuvre par Expertise France et financé par l'Union européenne, est d'appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des structures productrices de savoirs à vocation économique (SPSE).

En 2024 :

- Programme de mentorat et de soutien technique à la production de *policy briefs*. La Ferdi a mis en place un programme de mentorat pour accompagner les SPSE dans la production de *policy briefs*. Cinq projets ont été sélectionnés et accompagnés par des mentors de mai à novembre 2024. En septembre 2024, les porteurs de projets ont participé à une visite d'étude de quatre jours en France où ils ont rencontré des experts et institutions françaises de référence – notamment Expertise France, le GDN, France Stratégie, l'INSEE, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Sept *policy briefs* ont été produits et sont disponibles sur le site de la Ferdi.
- La deuxième édition du programme de mentorat a été lancée en décembre 2024. Cinq nouveaux projets seront accompagnés de mars à octobre 2025, avec la production d'un *policy brief* et d'un article de blog avec le soutien du GDN.



Restitution des *policy briefs* produits dans le cadre du programme de mentorat Savoirs Éco en Tunisie | 12 décembre 2024

- Formation en méthodologie de la recherche et en communication (18-19 avril, Tunis). 21 participants.
- Formation sur la compétitivité de l'économie tunisienne dans l'environnement international (10-13 juin, Tunis). 18 participants. En partenariat avec le Global Development Network (GDN).
- Formation sur les enjeux de la transition écologique dans les politiques publiques en Tunisie (volet à distance du 2 au 6 décembre et volet en présentiel du 16 au 20 décembre). 25 participants. En partenariat avec l'Agence française de développement, Institut tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ), Observatoire du Sahara et du Sahel.

## PROJET

### Université d'excellence

Dans le cadre de la convention CEMAC-Ferdi, une action spécifique concerne l'adoption d'un modèle économique en vue d'un pilotage institutionnel efficace des pôles d'excellence communautaires. Ce travail, démarré en 2023, a été poursuivi en 2024 et aboutira en 2025 avec la publication d'un rapport technique analysant les différents modèles économiques applicables aux pôles d'excellence communautaires et en particulier à l'Université Afro-américaine d'Afrique centrale (AAUCA).

# Politique macroéconomique

## Éclairer les décisions en matière de politique de change et de politique monétaire

Mettre en lumière les rôles de la politique monétaire et des systèmes financiers sur le développement et analyser les spécificités des politiques budgétaires, monétaires et de change dans les pays à faible revenu.



### Réalisations principales

- Poursuite du partenariat avec la Banque de France.
- Contribution au Macro Fiscal Facility de la Commission européenne (direction générale des Partenariats internationaux - DG INTPA).
- Suivi des politiques d'endettement et de gestion de la dette (voir Programme 1 | Financement international du développement).
- Analyse de l'impact des politiques de change sur le développement.
- Contribution à un numéro spécial de la *Revue d'économie financière* sur les innovations financières dans les pays émergents (paru au 1er trimestre 2025).

32

#### PARTENARIAT

### Banque de France - Ferdi

Les thèmes de recherche développés dans le cadre de ce partenariat sont les suivants : transformation structurelle et modes de développement, digitalisation économique et financière, politique monétaire et de change, finance et climat, développement et stabilité des systèmes financiers, intégration économique et financière, outils statistiques innovants pour appuyer la décision publique .

En 2024 :

- Deux séminaires de recherche organisés en partenariat avec la Banque de France.
- Contribution au rapport annuel des Coopérations monétaires Afrique-France avec un encadré intitulé « Taxation carbone du transport maritime : quels seraient les effets sur les pays de la CEMAC, de l'UEMOA et l'Union des Comores ? ».
- La Ferdi et la Banque de France ont initié une étude conjointe sur l'élasticité-prix des métaux essentiels à la transition dont une première version a été publiée début 2025.

- Étude sur la politique monétaire dans les pays en développement.
- Publication en novembre 2024, par *World Economy*, de l'article intitulé « Exchange Rate Undervaluation and African Surges : What Do We Learn From Exported Products ? » (également publié sous forme de document de travail par la Banque de France). Auteurs : Da Piedade C., Plane P., Jacolin L.
- Une convention finance la thèse de Paul Vernus intitulée *Solidarité internationale dans le financement d'un développement résilient au changement climatique en Afrique : opportunités de renouvellement des relations entre l'UE et l'Afrique*.

## EXPERTISE

### Macrofiscal Facility

En 2024, la Ferdi, en consortium avec Linpico, a remporté l'appel d'offres « Macrofiscal Facility » lancé par la Commission européenne. Ce projet, d'une durée de trois ans (2024-2027), vise à appuyer les interventions de la direction générale des Partenariats internationaux (DG INTPA) dans les domaines de l'analyse macroéconomique et fiscale. L'objectif est double : renforcer l'efficacité de l'action de l'Union européenne dans ces domaines, et développer les compétences théoriques et pratiques du personnel de la DG INTPA, tant au siège que dans les délégations de l'UE.

La Ferdi et Linpico assurent des prestations d'expertise et de renforcement des capacités, notamment par des formations et des études sur les politiques macroéconomiques, financières et fiscales. Le projet est piloté par Grégoire Rota-Graziosi et Jean-Baptiste Le Hen.

33

## ÉTUDE

### Métaux critiques pour la transition énergétique, quelle élasticité de la production ?

L'objectif de cette étude coécrite par Paul Vertier (Banque de France), Luc Jacolin (Banque de France), Édouard Mien (Ferdì), Florian Léon (Ferdì), est de comprendre dans quelle mesure les mines peuvent adapter à court terme leur production pour faire face à une hausse ou baisse de la demande, considérant que les minerais étudiés sont ceux pour lesquels la demande mondiale va considérablement augmenter dans les prochaines années.

- Cette étude se distingue de la littérature précédente (i) en prenant en compte les minerais devenus récemment des minerais critiques (ex : molybdène et cobalt), et (ii) en utilisant des données au niveau mine tandis que les études précédentes ont privilégié les données macroéconomiques agrégées (production par pays).
- Les auteurs concluent à une élasticité de la production assez élevée et supérieure aux études précédentes, mais très fortement hétérogène selon les minerais.
- L'article a été présenté en séminaire interne Banque de France.

ACTIVITÉS**Régimes de change et développement**

Les travaux de la Ferdi visent à fournir des outils d'aide à la décision aux institutions et aux gouvernements, afin d'adapter leurs politiques de change aux défis du développement économique.

En 2024 :

- Publications analysant les dynamiques des taux de change et leurs effets sur la croissance : mésalignements du taux de change (état des connaissances et lacunes de la littérature empirique), rôle de la sous-évaluation des taux de change dans le déclenchement d'une accélération de croissance des produits africains exportés, impact sur la croissance des chocs liés aux termes de l'échange résultant des fluctuations des prix des matières premières.
- Publication d'un document de travail Ferdi consacré à la réflexion sur les perspectives d'évolution du système monétaire et de change de l'UEMOA (voir ci-dessous).

**Publication****Réflexions sur les perspectives d'évolution du système monétaire et de change de l'UEMOA**

Ce document met en lumière les défis économiques, monétaires et politiques liés à une possible réforme du système monétaire en zone UEMOA.

Sans négliger les critiques à l'égard du franc CFA de l'UEMOA, ce document analyse les différents scénarios possibles, qu'il s'agisse du maintien du régime actuel, d'une coopération monétaire réformée avec la France, ou encore d'une transition vers un système entièrement indépendant et les conditions que ce changement impliquerait. Il souligne les implications potentielles d'un éclatement de l'Union, d'un élargissement ou d'un maintien de ses membres actuels. Ce document est un outil stratégique pour nourrir les réflexions et le débat sur les perspectives d'évolution du système monétaire et de change de l'UEMOA.

Référence

Cabrillac B., Guillaumont P., Guillaumont Jeanneney S., Severino J.-M. (2025) « L'UEMOA à la croisée des chemins en matière monétaire ? Une contribution à la réflexion sur son régime de change », Ferdi Document de travail P346, janvier.



## Parmi les publications

---

- **Da Piedade C., Jacolin L., Plane P.** (2024) « Exchange Rate Undervaluation and African Surges: What Do We Learn From Exported Products? », *The World Economy*.
- **Chaffai M., Plane P.** (2024) « Manufacturing and the real exchange rate: natural resource rents matter when measuring misalignments », *Applied Economics*, pp. 1-21.
- **Mien É.** (2025) « Les mésalignements du taux de change réel: théories, mesures et implications pour les pays en développement », *Ferdi Document de travail P349*, février.



## Parmi les événements

---

- **13-15 mai 2024, Madagascar | Conférence de la Banky Foiben'i Madagasikara.** A la suite de la participation de la Ferdi à l'organisation du colloque du 30e anniversaire de la Banque centrale de Madagascar, Patrick et Sylviane Guillaumont ont été invités à animer deux sessions :
  - **Le régime de change à Madagasikara – les enjeux et les défis.** 13 mai 2024. Conférence Ferdi, Banque centrale de Madagascar, Mauritius Commercial Bank, Faculté EGS.
  - **Le régime de change actuel est-il optimal pour le contexte économique et financier à Madagasikara?** 14 mai 2024. Conférence Ferdi, Banque centrale de Madagascar, Comesa, Faculté EGS.

35



## Blogs

---

- **FCFA Afrique de l'Ouest: éléments de réflexion.** 22 juillet 2024. Derreumaux P.  
En ligne: <https://www.paul-derreumaux.com>
- **Strengthening social contracts in Africa: Is social media a blessing or a curse?** 16 septembre 2024. Cariolle J., Maurel M., Isser D.H., Raballand G.  
En ligne: <https://blogs.worldbank.org>

# Vulnérabilités, résilience & Pays les moins avancés (PMA)

## Fondements de la priorité à donner aux pays les moins avancés et les plus vulnérables

Promouvoir une mesure de la vulnérabilité structurelle des pays et plaider auprès des institutions internationales pour qu'une priorité soit donnée aux pays les moins avancés et les plus vulnérables dans l'allocation des ressources concessionnelles.

### Réalisations principales

- Adoption par les Nations unies de l'indicateur de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI) largement inspiré par les travaux de la Ferdi.
- La Ferdi développe un indicateur de vulnérabilité multidimensionnelle conçu dans le même esprit que le MVI mais avec quelques différences dans la construction et dans les composants, moins nombreux.
- Suivi de la vulnérabilité des pays de l'UEMOA.
- La Ferdi est partenaire du 2<sup>e</sup> Forum des Nations unies sur l'avenir des PMA.

#### OBSERVATOIRE

### Vulnérabilités et résilience

La Ferdi est engagée depuis de nombreuses années dans la conception d'indices de vulnérabilité qui puissent être utilisés efficacement. Après avoir collaboré aux travaux des Nations unies sur la définition d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI), la Ferdi s'est consacrée à créer un Observatoire des vulnérabilités et de la résilience. Trois livrables principaux sont attendus : un indice de vulnérabilité structurelle et multidimensionnelle, un premier rapport sur les vulnérabilités et résiliences et un site internet dédié. L'indice est conçu dans le même esprit que le MVI, selon les mêmes principes d'exogénéité des facteurs, d'universalité et de multidimension. Néanmoins, l'indicateur de la Ferdi propose un traitement de la résilience plus cohérent et quelques ajustements dans le choix des indicateurs, soit pour respecter rigoureusement le critère d'exogénéité, soit pour ajouter des indicateurs tels que la concentration des marchés ou le risque de rupture de lac glaciaire (GLOF). La Ferdi a poursuivi également son analyse de la vulnérabilité à l'échelle subnationale dans certains pays et a appliqué la méthode à Madagascar.

En 2024 :

- Rapport sur les vulnérabilités et les profils de vulnérabilités des pays de l'UEMOA. Ce rapport, actuellement dans sa phase finale de production, sera publié prochainement.
- Proposition par la Ferdi d'une méthode pour définir une liste prioritaire de pays bénéficiaires de l'aide française, en complément des 44 PMA déjà retenus, en réponse à une requête du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID). Cet exercice a été l'occasion de montrer l'utilité d'un indice de vulnérabilité structurelle et multidimensionnelle dans l'élaboration de politiques publiques nationales. L'indice utilisé pour cette analyse est celui de la Ferdi développé dans le cadre de l'Observatoire des vulnérabilités et de la résilience.
- Rencontres avec l'AFD, à Paris, afin de discuter des enjeux liés au MVI et de son rôle dans les stratégies de développement et d'aide internationale.
- Poursuite de la réflexion sur la façon d'utiliser un indicateur de vulnérabilité structurelle pour l'allocation des fonds concessionnels par les banques multilatérales.



## Parmi les publications

- **Avom D., Nguekeng B.** (2025) « Comprendre la vulnérabilité économique en Afrique subsaharienne : le capital humain importe-t-il ? », *Revue française d'économie*, vol. XXXIX (issue 1), pp. 163-211.
- **Feindouno S., Guillaumont P.** (2025) « Les multilatéraux allouent-ils leurs ressources concessionnelles en fonction de la vulnérabilité des pays, ainsi que leur revenu ? Comparaison avec les bilatéraux à travers une nouvelle mesure de la sélectivité », *Ferdi Note brève B278*.
- **Goujon M., Santoni O., Wagner L.** (2024) « Global exposure to climate change at a subnational jurisdiction level », *World Development Sustainability*, vol. 5, 100168.
- **Guillaumont P.** (2024) « Vulnérabilité et transformations structurelles : leurs liens et la cohérence du LDC5 Monitor », *Ferdi Note brève B265*, mars.
- **Guillaumont P.** (2024) « L'indice de vulnérabilité multidimensionnelle sous les projecteurs : pour quel usage ? », *Ferdi Note brève B270*, juillet.
- **Guillaumont P., Guillaumont Jeanneney S.** (2024) « Évaluer la "sélectivité" de l'aide, en considérant la vulnérabilité des pays », *Ferdi Note brève B261*, janvier.

37



## Parmi les événements

- **Novembre 2024, Suva | Conférence internationale du GDN axée sur les stratégies de résilience face au changement climatique.**
  - Patrick Guillaumont intervient en keynote de la conférence
  - Sosso Feindouno anime un atelier consacré à l'élaboration d'une méthode structurée de construction de profils de vulnérabilité et de résilience adaptés aux différents contextes

nationaux. L'objectif de cet atelier était de permettre le développement collaboratif de cette méthode.

- **21 septembre 2024, New-York | Sommet « Future Action Days ».** Événement parallèle « Les Pays les Moins Avancés dans l'architecture internationale du financement du développement » organisé par la Ferdi, UN-OHRLLS, la mission permanente aux Nations unies du Népal, la mission permanente aux Nations unies de la France, en collaboration avec l'OIF.
- **15-16 mai 2024, Dakar | Foire aux savoirs des think tanks du Sahel.** Tertius Zongo, directeur de la chaire Sahel de la Ferdi, ancien premier ministre du Burkina Faso et Senior Fellow de la Ferdi, a participé aux échanges et discussions de cette première édition organisée par le Global Development Network (GDN) visant à accroître la visibilité des think tanks de la région du Sahel et de leur travail. Tertius Zongo y a présenté l'étude coécrite en 2023 avec Jean-Pierre Olivier de Sardan (LASDEL) : « Pourquoi cet échec stratégique des institutions de développement et des États africains ? Et de quelques pistes pour aller vers des politiques publiques mieux adaptées aux contextes locaux », Ferdi *Document de travail* P336.



## Événements

## 2<sup>e</sup> Forum des Nations unies sur l'avenir des PMA

 Helsinki, 4-7 mars 2024

La Ferdi, partenaire de ce forum organisé par l'OHRLLS et le gouvernement de la Finlande, a participé aux échanges avec l'intervention de plusieurs de ses chercheurs dans différentes sessions. Elle a également organisé, le 7 mars 2024, un événement associé au forum et dédié à l'initiative « LDC5 Monitor » en collaboration avec l'UNU-WIDER et le Centre de développement de l'OCDE.

La Ferdi a participé au forum avec les interventions de :

- Jean-Michel Severino, président du Conseil de surveillance d'I&P et Senior Fellow à la Ferdi. Session 2: « L'entrepreneuriat innovant au service de la transformation structurelle et de la création d'emplois ».
- Jean-Louis Arcand, président du Global Development Network. Discussion: « Gérer les risques et identifier les avantages de la technologie, en particulier de l'intelligence artificielle (IA), pour stimuler la productivité dans les PMA ».
- Patrick Guillaumont, président de la Ferdi. Session 4: « Mesures internationales de soutien aux PMA ». Modération de la session avec Agnes Chimbiri Molande, représentante permanente du Malawi.

Le 7 mars, à la suite du forum, la Ferdi a organisé un événement dont les échanges ont porté sur le LDC5 Monitor, son champ d'application et ses utilités, en collaboration avec l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations unies (UNU-WIDER) et le Centre de développement de l'OCDE.

Le LDC5 Monitor a été lancé lors de la Conférence des PMA5 à Doha, au Qatar, en 2023. Il fait suite au LDC4 Monitor. Initiative indépendante, le LDC Monitor vise à suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action de Doha (DPoA).

# Secteur privé & développement durable

## Pour le développement de l'entrepreneuriat

Promouvoir des politiques qui reconnaissent l'importance du secteur privé et de l'entrepreneuriat dans le développement, tout particulièrement dans le secteur de l'agriculture. Évaluer l'investissement d'impact.



### Réalisations principales

- Lancement d'une étude pour la Commission de l'UEMOA sur l'investissement d'impact et l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest.
- La chaire *Investissement d'impact* est officiellement lancée. Ses travaux sur la cartographie de l'investissement d'impact font l'objet de communications en conférences et auprès de la presse.
- Les travaux de la chaire *Politiques de modernisation agricole en Afrique* font l'objet de publications et sont présentés en conférence notamment en juin 2024 au siège du groupe InVivo à Paris.

### CHAIRE

#### Investissement d'impact

La chaire *Investissement d'impact* vise à approfondir la compréhension et la définition de l'investissement d'impact en Afrique, à analyser ses effets sur le développement et à contribuer à la réflexion sur la pérennisation de ce secteur. Ses travaux couvrent l'ensemble des activités des investisseurs d'impact sur le continent africain. Elle est coordonnée par Jean-Louis Arcand, Mariam Djibo, Jean-Michel Severino avec le soutien de Florian Léon et Sitraka Rabary.

En 2024 :

- Réalisation d'une cartographie de l'investissement d'impact en Afrique
  - L'analyse de cette cartographie est publiée sous le titre « L'investissement d'impact en Afrique : Enseignements d'une cartographie ». Cette étude, dont les données sont accessibles sur le site de la Ferdi, offre un éclairage approfondi sur les tendances et dynamiques du secteur.
- Les principaux résultats ont été présentés lors de plusieurs événements d'envergure (séminaires de

haut niveau à Abidjan le 20 juin 2024 et à Cotonou les 12 et 13 novembre 2024, Forum Convergence à Paris, au siège d'Orange en septembre 2024 et au colloque annuel du GIIN en octobre 2024 à Amsterdam). Les enseignements de cette cartographie ont été diffusés via plusieurs médias, dont *The Conversation*, *Entrepreneurs Afrique* et *Africa Mutanti*.

- Adhésion de la Ferdi au Global Impact Investing Network (GIIN) et intégration au *Advisory Committee* du Sub-Saharan Africa Knowledge Hub, qui sera mis en place en 2025.
- Séminaire de haut niveau : « L'investissement d'impact au service des économies africaines » organisé avec le FAGACE les 12 et 13 novembre 2024 à Cotonou (voir chapitre IHEDD).

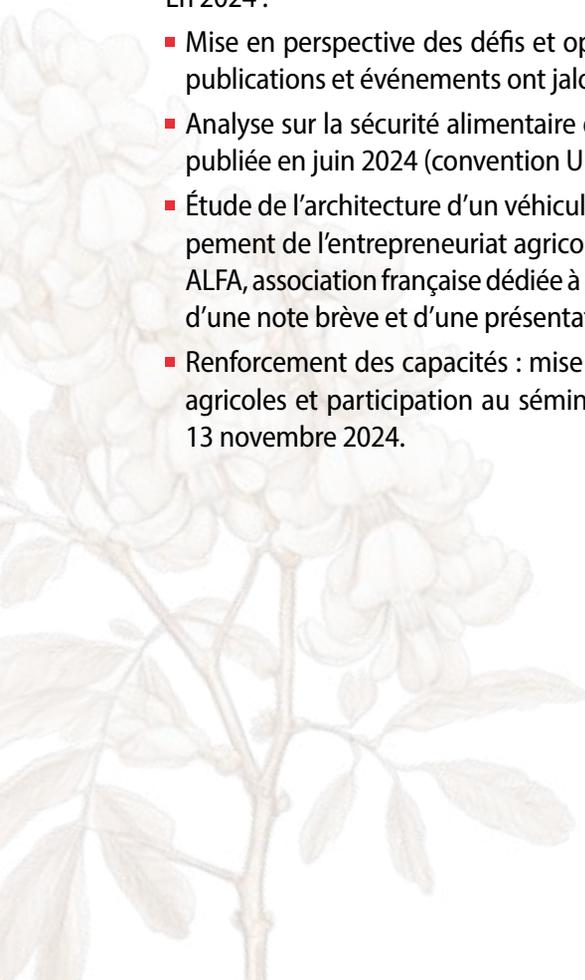
## CHAIRE

### Politiques de modernisation agricole en Afrique

La chaire *Politiques de modernisation agricole en Afrique* s'est fixée pour objectif d'encourager la structuration des filières de production et de transformation ou chaînes de valeurs, d'examiner les voies de décarbonation et œuvrer à l'autonomie énergétique du monde rural, de renforcer les capacités d'expertise des petits producteurs et d'étudier la faisabilité d'un véhicule financier spécifique et pérenne à l'attention du secteur agricole et d'élevage. La chaire est dirigée par Jean-Marc Gravellini avec le soutien de Catherine Araujo Bonjean, Bagoré Bathily et Andrea Dsouza.

En 2024 :

- Mise en perspective des défis et opportunités liés aux marchés agricoles en Afrique. Plusieurs publications et événements ont jalonné l'année sur ce sujet.
- Analyse sur la sécurité alimentaire dans l'UEMOA, basée sur les enquêtes EHCVM (2018/2019), publiée en juin 2024 (convention UEMOA).
- Étude de l'architecture d'un véhicule d'investissement de type *blended finance* pour le développement de l'entrepreneuriat agricole dans l'UEMOA. Cette étude réalisée en collaboration avec ALFA, association française dédiée à promouvoir l'agriculture en Afrique, a fait l'objet d'un rapport, d'une note brève et d'une présentation publique le 26 juin 2024 à Paris, au siège d'InVivo.
- Renforcement des capacités : mise en oeuvre d'une formation sur la gestion des coopératives agricoles et participation au séminaire de haut niveau sur l'investissement d'impact les 12 et 13 novembre 2024.



## BLOG

### Entreprenante Afrique

La Ferdi anime avec Investisseurs & Partenaires un blog consacré à l'entrepreneuriat en Afrique. L'objectif du blog est de créer un espace d'expression et de partage pour les entrepreneurs africains, encourageant les contributions spontanées, d'exposer les résultats de la recherche en matière de connaissance de l'entrepreneuriat africain, et de plaider pour le développement de l'entrepreneuriat en Afrique. Toutes les idées y sont publiées dès lors qu'elles sont argumentées.

Le blog est en cours de refonte pour une nouvelle version à paraître en 2025.

<https://www.entreprenanteafrique.com/>



### Parmi les publications

- **Gravellini J.-M.** (2024) « L'innovation financière au service de l'entrepreneuriat agricole dans l'UEMOA : comment un outil de financement mixte peut appuyer le développement des chaînes de valeur », *Ferdi Note brève* B269, juin.
- **Kadagali K., Tapsoba S. J.** (2024) « Investing in Sub-Saharan Africa for Growth : Public or Private ? », *Ferdi Document de travail* P343, septembre.
- **Léon F.** (2024) « L'investissement d'impact et le développement financier en Afrique », *Revue d'économie financière* 2024/4, vol. 156 (issue 4).
- **Léon F., Rabary L.** (2024) « L'investissement d'impact en Afrique : enseignements d'une cartographie du secteur », *Rapport Ferdi*, 84 p.



### Parmi les événements

- **4 octobre 2024, Paris | Salon FrancoTech, Paris.** Jean Marc Gravellini, Senior Fellow à la Ferdi, directeur de la chaire Ferdi Politiques de modernisation agricole en Afrique et Secrétaire général d'ALFA, a animé une table ronde sur le thème : « Sécurité alimentaire dans un monde globalisé : les enjeux de diversification économique et de renforcement des chaînes de valeur ». Cet événement a réuni des experts de premier plan pour échanger sur les enjeux de la diversification économique et du renforcement des chaînes de valeur.
- **3 octobre 2024, Cournon | Sommet de l'élevage 2024.** Table ronde « Les marchés du lait et de la viande en Afrique de l'Ouest et du Centre » organisée par la Ferdi en partenariat avec le Cirad et le Cerd (Université Clermont Auvergne, CNRS, IRD). Cette table ronde a permis l'échange entre représentants du secteur agro, producteurs d'Afrique de l'Ouest et économistes.

- **26 juin 2024, Paris | Conférence « L'innovation financière au service de l'entrepreneuriat agricole dans l'UEMOA »** organisée par la Ferdi et l'association ALFA au siège du groupe InVivo. La conférence a eu pour objet de présenter un véhicule financier innovant basé sur le concept du blended finance. Cet instrument financier a été détaillé dans un rapport réalisé par la Ferdi pour la commission de l'UEMOA. M. Amadou Mbodj, directeur de l'agriculture au sein de la commission, a participé à l'événement.
- **20 juin 2024, Abidjan | Conférence « L'investissement d'impact en Afrique »**. Afin de partager ses premiers résultats et inaugurer officiellement la chaire Investissement d'impact, la Ferdi et l'UICI ont organisé une table ronde réunissant les acteurs clés de l'investissement d'impact en Afrique.



Photo 1. Salon Franco Tech | 4 octobre 2024

Photo 2. Séminaire de haut niveau « L'investissement d'impact au service des économies africaines » | 12 et 13 novembre 2024, Cotonou

# IHEDD – Institut des hautes études du développement durable

---

L'**Institut des hautes études du développement durable (IHEDD)** est l'institut de formation de la Ferdi, reconnue « organisme de formation professionnelle » et certifiée Qualiopi. En faisant le lien entre les résultats de la recherche académique et la mise en œuvre des politiques publiques de développement international, l'IHEDD collabore avec des universités et instituts de formation reconnus, pour former aux enjeux et techniques d'analyse des politiques publiques et des projets de développement.



## Réalisations principales

---

- **Développement des activités soutenues par le Pôle clermontois de développement international (PCDI)** et structuration de l'offre de formations.
- **Mise en œuvre de 47 activités de formation**, dont les masters « Gestion de la Politique Économique » (GPE) et « Maîtrise d'Ouvrage pour le Développement » (MODEV).
- **Développement de partenariats techniques et financiers pour consolider l'offre de formation** avec la création notamment de nouveaux enseignements à distance (EAD) en partenariat avec ITIE, Campus groupe AFD, Global Development Network (GDN), Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI).

## FORMATIONS

---

### L'offre de formations

L'offre de formation est structurée autour de 7 thèmes en lien avec les programmes et les chaires de la Ferdi :

- Financement international du développement
- Fiscalité pour le développement
- Politique macroéconomique et transition climatique
- Politiques pour la couverture santé universelle
- Gestion des projets de développement et des organisations
- Science des données pour le développement
- Pratiques de la recherche en économie

Au sein de ces thèmes sont proposés des parcours qualifiants, à l'exemple des parcours « Renforcement des systèmes de santé et des politiques de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles » et « Gestion des ressources naturelles ».

L'offre de formations courtes qualifiantes s'accompagne de séminaires de haut niveau, organisés en partenariat avec des institutions du Sud. Ces séminaires, en lien avec les travaux des programmes et des chaires de la Ferdi, ont pour objectif de mobiliser les décideurs publics et les cadres d'entreprise autour des grandes thématiques actuelles de l'économie du développement portées par le PCDI

Ces activités de formation ont bénéficié à de très nombreux apprenants.

- Formations diplômantes (2) : 64 bénéficiaires
- Formations certifiantes (30) : 1 162 bénéficiaires dont 708 certifiés (après évaluation finale) (60%)
- Formations avec attestation de participation (7) : 139 participants (séminaire de haut niveau, alumni, Savoir Éco en Tunisie)
- Autoformation via les plateformes tierces (AFD-OMD-GDN) (8) : 20 937 personnes dont 18% de certifiés (format MOOC).

## PARTENARIATS

### De nouveaux partenariats

L'objectif est d'élargir l'accessibilité des formations par une mise en valeur des partenaires dans le catalogue. La Ferdi reste le seul certificateur sur les formats tutorés avec évaluation finale.

Des partenariats ont ainsi été signés pour la diffusion des formations avec l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), le Campus groupe AFD, Expertise France (projet DATAFID).

Des partenariats ont été signés sur des formations en présentiel avec :

- l'Académie des frontières du Bénin (appui à la structuration d'une offre pédagogique à distance sur l'introduction à l'analyse géospatiale);
- le Fonds africain de garantie et de Coopération économique (FAGACE);
- l'École nationale d'administration (ENA) de Côte d'Ivoire;
- l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan.

## PROMOTIONS

### Masters GPE et Modev

L'IHEDD assure, dans le cadre d'une convention signée avec l'Université Clermont Auvergne (UCA) et en coopération avec l'École d'économie et le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi), la gestion des parcours diplômants de niveau Master 2, « Gestion de la Politique Économique » et « Maîtrise d'Ouvrage pour le Développement ».

- Promotion GPE 2023-2024 : 33 auditeurs diplômés
- Promotion MODEV 2023-2024 : 26 auditeurs diplômés

Les promotions GPE 2024-2025 (28 inscrits) et MODEV 2024-2025 (36 inscrits) ont débuté leur formation au dernier trimestre 2024.

## THÈSES

### Appui à la formation doctorale

Trois thèses de doctorat sont financées par le projet Pôle clermontois de développement international (PCDI). Elles portent sur l'étude des conflits en zone sahélienne, sur l'étude des liens entre droits des femmes et violences conjugales et la troisième traite de l'impact des conflits sur la construction des États et des systèmes fiscaux.

L'organisation de la masterclass GeoAI, ouverte aux jeunes chercheurs du GDN et du CerdI notamment, s'est inscrite dans l'appui à la formation doctorale en collaboration avec l'ensemble des institutions impliquées dans le projet PCDI.

## ALUMNI

### Animation des réseaux

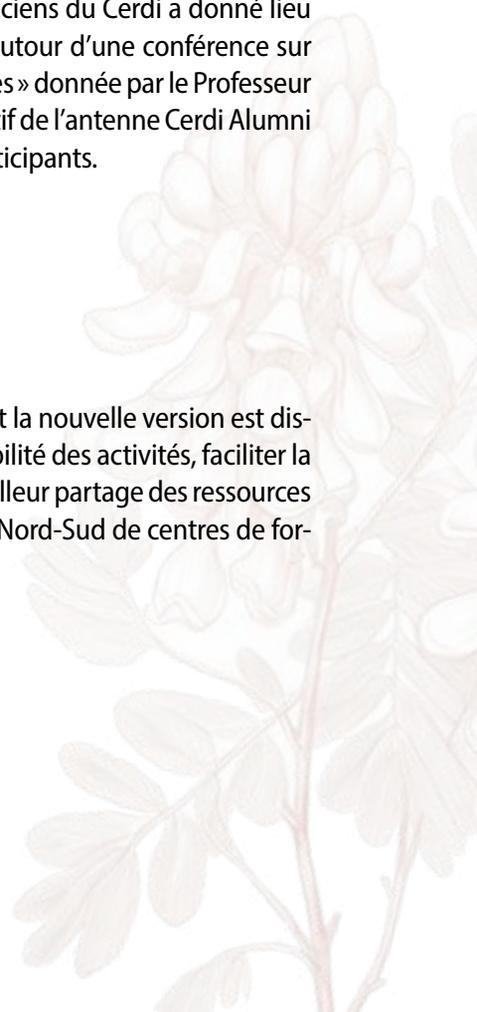
La troisième édition de l'atelier « Back to Modev » a réuni début juin 2024 au Campus groupe AFD à Marseille une vingtaine d'anciens élèves diplômés, désireux de s'investir dans l'animation de la communauté des alumni Modev, communauté ouverte à cette occasion aux promotions plus anciennes, MOPP et Turgot.

Les réseaux alumni GPE et MODEV - Bénin et celui plus global des anciens du CerdI a donné lieu à l'organisation à Cotonou en novembre 2024 d'une manifestation autour d'une conférence sur « Les débats actuels sur les vulnérabilités et leurs implications politiques » donnée par le Professeur Patrick Guillaumont. Cette manifestation qui bénéficiait du soutien actif de l'antenne CerdI Alumni du Bénin a permis des échanges fructueux entre une centaine de participants.

## SITE WEB

### Évolution numérique de l'IHEDD

L'année 2024 a préparé la modernisation de la plateforme IHEDD dont la nouvelle version est disponible depuis avril 2025. Ce projet a pour objectif de renforcer la lisibilité des activités, faciliter la gestion administrative et financière des inscriptions, permettre un meilleur partage des ressources pédagogiques avec les partenaires et de créer et d'animer un réseau Nord-Sud de centres de formation et de ressources pédagogiques partagées.





## Parmi les événements

- **29-30 avril 2024, Paris | Événement de clôture du projet DATAFID.** L'IHEDD-Ferdi est intervenu lors du séminaire clôturant le projet DATAFID et a restitué le parcours de formation en science des données destiné aux administrations fiscales et douanières.



## Parmi les formations

- **21-23 mai 2024, Brazzaville - 24-26 juin 2024, Dakar | Comprendre le régime fiscal minier et pétrolier.** Dans le cadre du projet d'Expertise France « Appui à la gouvernance du secteur des industries extractives au Sénégal et en République du Congo », deux ateliers de réflexion et de formation ont visé à renforcer les capacités des membres du Comité National de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) de la République du Congo et du Sénégal dans l'analyse des chaînes de valeur et des enjeux de la fiscalité du secteur.
- **24-29 juin 2024, Clermont-Ferrand | Renforcement des capacités de gestion et de gouvernance des coopératives de l'agriculture et de l'agroalimentaire.** En partenariat avec le groupe Auvergne d'Afdi AuRA et VetAgro Sup, l'IHEDD-Ferdi accompagne la formation professionnelle des acteurs et actrices des filières agricoles africaines. Entrant dans les actions prioritaires de la Chaire « Politiques de modernisation agricole en Afrique » de la Ferdi, la formation a eu pour objectif d'accompagner les coopératives agricoles africaines dans le processus de leur formalisation organisationnelle, managériale et opérationnelle et ce faisant, contribuer au développement de chaînes de valeur locales et régionales génératrices d'emplois et de revenus en milieu rural.
- **16 septembre - 11 décembre 2024 | Renforcement des systèmes de santé et des politiques de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles.** Un parcours de sept formations propose de comprendre et d'analyser les politiques de santé dans les pays en développement. Clôturant la phase d'apprentissage de six formations à distance, un séminaire en présentiel s'est tenu du 3 au 11 décembre 2024 à Clermont-Ferrand.
- **9-13 décembre 2024, Clermont-Ferrand | L'intelligence artificielle géospatiale au service du développement international.** Co-organisée avec le Cerdi et le GDN, cette formation a proposé de découvrir comment combiner l'usage de l'intelligence artificielle et les données géospatiales au service du développement. Cette masterclass a visé à donner aux participants (niveaux doctorants et post-doc) une introduction avancée sur les méthodes et outils de la GeoAI.



## Séminaires de haut niveau

- **7-11 octobre 2024, Clermont-Ferrand | Les politiques de développement et l'action publique.** Séminaire hors-les-murs des majors de la promotion 2024 des 11 filières de l'École Nationale d'Administration (ENA) de Côte d'Ivoire pour rencontrer les économistes du Pôle clermontois de développement international (PCDI), Ferdi, Cerdi et GDN, autour de quatre thèmes : la digitalisation des finances publiques et la valorisation des données, l'investissement d'impact au service des économies africaines, l'intégration à l'économie mondiale et les contraintes de la compétitivité durable et la prise en compte des vulnérabilités des pays en développement dans leur financement.
- **12-13 novembre 2024, Cotonou | L'investissement d'impact au service des économies africaines.** Organisé en partenariat avec le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE), ce séminaire a réuni des cadres du secteur public et privé, des économistes, des analystes et des porteurs de projets de toute l'Afrique, engagés dans l'intégration de l'investissement d'impact dans les politiques publiques et les décisions stratégiques. Il a été conçu par la chaire Investissement d'impact de la Ferdi et a bénéficié des interventions de la chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique, du GDN et des expertises de fonds d'impact présents en Afrique.



Photo 1. Visite de l'ENA Abidjan à Clermont-Ferrand | 10 octobre 2024

Photo 2. Remise des diplômes de la promotion GPE 30 | 26 juin 2024

# PCDI – Pôle clermontois de développement international

Le **Pôle clermontois de développement international (PCDI)** est une plateforme de collaboration avec le Sud pour la recherche, le développement de l'expertise, la formation, le renforcement des capacités, le dialogue politique et la collaboration mondiale en faveur du développement durable et inclusif. Il constitue un espace privilégié de réflexion et d'échange, ouvert aux expertises du Nord et du Sud, jouant un rôle original dans la formulation de politiques mondiales et dans l'émergence locale de solutions répondant aux défis actuels du développement durable dans un contexte géopolitique en mutation.

Il est le fruit de la collaboration entre trois institutions dédiées au développement international : la Ferdi, le Cerdi et le GDN. Cette initiative est soutenue par l'État (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, à travers l'Agence française de développement) et les collectivités territoriales (région Auvergne-Rhône-Alpes, département du Puy-de-Dôme, Clermont Auvergne Métropole), l'Université Clermont Auvergne et la fondation Michelin.

Événement

## Cérémonie officielle de lancement du PCDI

📍 Clermont-Ferrand, 4 avril 2024



Le 4 avril 2024 a eu lieu au Conseil départemental du Puy-de-Dôme la cérémonie officielle de lancement du Pôle clermontois de développement international (PCDI) suivie d'un colloque sur le thème « **Comment les financements internationaux peuvent-ils soutenir les innovations financières et fiscales à l'échelle locale ? Vers la 4e Conférence des Nations unies sur le financement du développement** ».

Cet événement s'est déroulé en présence de Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du Développement et des Partenariats internationaux, Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, William Roos, chef du service des Affaires multilatérales et du Développement à la direction générale du Trésor, Mathias Bernard, président de l'université Clermont Auvergne, ainsi que des représentants de la Région, du Département et de Clermont métropole. Florent Menegaux, président de Michelin, est également intervenu pour souligner l'importance que Michelin accorde au projet.

# I-Site CAP 20-25 & Alliance UCA

La Ferdi est partie prenante de la politique scientifique du site clermontois à travers son association à l'Alliance Université Clermont Auvergne dont l'Université Clermont Auvergne est l'établissement coordinateur et porteur de l'initiative d'excellence I-Site CAP 20-25.

Autour de l'Université Clermont Auvergne sont ainsi regroupés l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche implantés sur le site : EPST, écoles, CHU, CROUS, centres de recherche et fondations, ainsi que des grandes entreprises telles que Michelin et Limagrain. L'I-Site CAP 20-25 identifie l'Université Clermont Auvergne comme l'une des 17 universités françaises d'excellence amenées à avoir une stratégie internationale ambitieuse.

La Ferdi contribue à cet élan collectif en conduisant le projet IDGM+ (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale) – Labex créé en 2011 qui vise à promouvoir de nouvelles politiques de développement durable fondées sur les résultats de la recherche. Le labex IDGM+ est mené en partenariat avec le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi, UMR UCA-CNRS-IRD) et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Avec IDGM+, la Ferdi apporte à ses partenaires académiques son expérience de think tank orientée vers l'international et vers des missions d'appui aux politiques publiques.

En 2024, l'I Site CAP 20-25 a apporté son soutien à la Ferdi et au projet PCDI en accompagnant financièrement l'installation du GDN et de la Ferdi dans les nouveaux locaux du 5<sup>e</sup> étage du Centre d'affaires Gergovia.

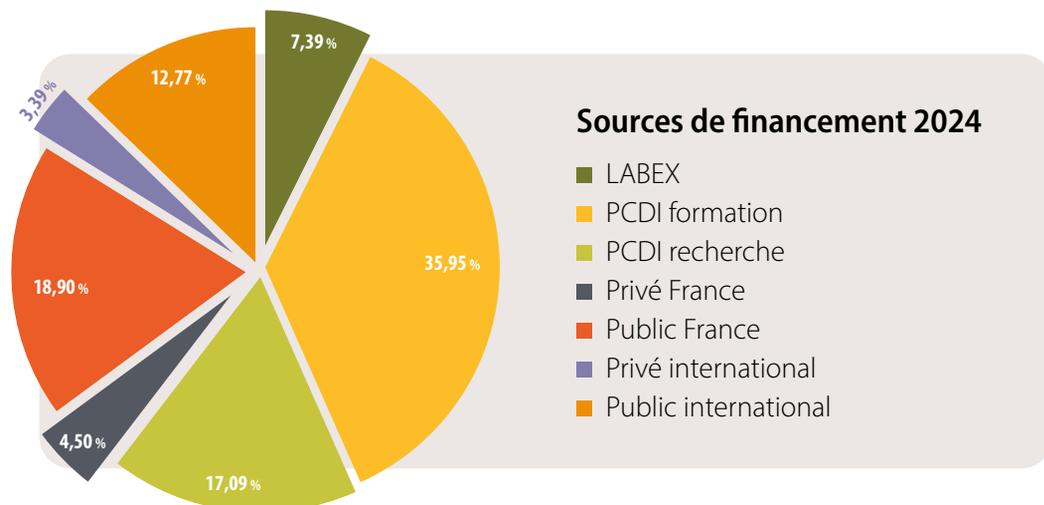
50



# Budget exécuté

**Budget total 2024 : 4 736 791 €**

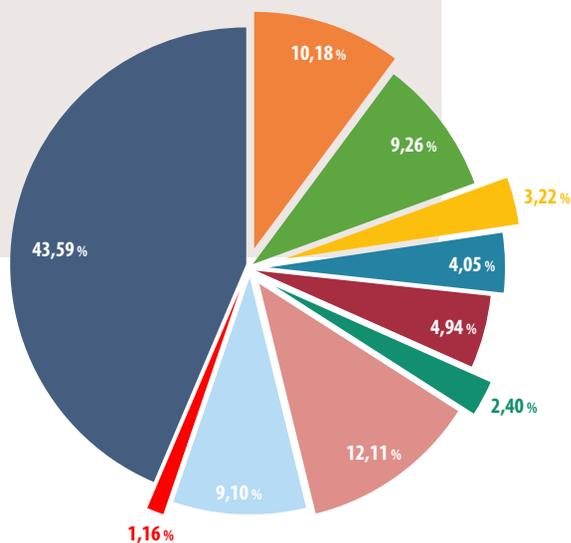
Budget total 2023 : 5 142 853 €



51

## Dépenses 2024

- Financement international du développement
- Fiscalité pour le développement
- Intrégration régionale, commerce et compétitivité
- Transition énergétique, ressources et environnement
- Capital humain
- Politique macroéconomique
- Vulnérabilités et sécurité
- Secteur privé et développement
- Revue d'économie du développement
- Renforcement des capacités



# Équipe



**Christophe Angely**  
Conseiller spécial



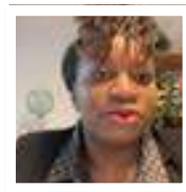
**Jenny Aker**  
Co-directrice de  
la chaire Numérique  
et politiques publiques  
Professeur Tufts University



**Rabah Arezki**  
Directeur de la chaire Gestion  
nationale et internationale des  
ressources naturelles  
Directeur de recherche - Cerdi, CNRS



**Jean-Louis Arcand**  
Co-directeur de la chaire  
Investissement d'impact  
Président du GDN



**Fatoumata Ba**  
Co-directrice de  
la chaire Numérique  
et politiques publiques  
Présidente exécutive de Janngo



**Daouda Bamba**  
Assistant de recherche



**Yannick Bouterige**  
Assistant de recherche  
Chargé d'enseignement à l'École  
d'Économie, UCA – Professeur affilié  
à l'ESC (Clermont Business School)



**Magali Brière Besson**  
Directrice administrative  
et financière



**Bruno Cabrillac**  
Directeur général



**Emeline Campagne**  
Gestionnaire administrative des  
formations, référente handicap  
IHEDD-Ferdi



**Joël Cariolle**  
Chargé de recherche  
Confiance numérique, secteur  
privé, macroéconomie



**Magali Cutayar**  
Comptable,  
Gestionnaire des formations



**Morgane Dumazel**  
Chargée des publications



**Émilie Fabreguettes**  
Assistante de direction



**Sosso Feindouno**  
Chargé de recherche  
Vulnérabilités et sécurité



**Anne-Marie Geourjon**  
Responsable du programme  
Fiscalité pour le développement  
Chercheur associé - Cerdi, UCA



**Jean-Marc Gravelini**  
Directeur de la chaire  
Politiques de modernisation  
agricole en Afrique



**Patrick Guillaumont**  
Président



**Jaime de Melo**  
Conseiller scientifique  
Professeur émérite, Université  
de Genève



**Philippe Messéant**  
Directeur des relations  
extérieures



**Édouard Mien**  
Chargé de recherche  
Financement international  
du développement – Gestion  
des ressources naturelles



**Patricia Milio**  
Contrôleur de gestion  
et contrôle interne



**Vincent Nossek**  
Doctorant



**Patrick Plane**  
Responsable du programme  
Observatoire de la compétitivité  
durable – Directeur de  
recherche - Cerdi, CNRS



**Jean-Michel Severino**  
Directeur de la chaire  
Investissement d'impact  
Président du Conseil  
de surveillance d'I&P



**Fabienne Rouanet**  
Responsable communication



**Olivier Santoni**  
Géomaticien



**Issakha Thiam**  
Data Scientist



**Audrey-Anne de Ubeda**  
Responsable de la gestion  
et de la coordination des  
programmes de recherche



**Paul Vernus**  
Doctorant



**Manon Bastard**  
Chargée de projet  
IHEDD-Ferdi



**Bagoré Bathily**  
Directeur général de la Laiterie  
du Berger - Directoire de la chaire  
Politiques de modernisation  
agricole en Afrique



**Jean-Claude Berthélemy**  
Responsable du programme  
Électrification décentralisée  
Professeur émérite - CES,  
Université Paris I



**Maëlys Bialgues**  
Chargée de communication,  
relations presse et événements



**Marion Boisseau**  
Gestionnaire administrative  
des formations  
IHEDD-Ferdi



**Matthieu Boussichas**  
Chargé de recherche  
Responsable du programme  
Financement international  
du développement



**Régis Waalè Dabiré**  
Chargé de communication  
et relations presse



**Alou Adessé Dama**  
Chargé de recherche  
Fiscalité pour le développement,  
macroéconomie



**Anouck Daubrée**  
Assistante de recherche



**Mariam Djibo**  
Directrice générale, Advans Côte  
d'Ivoire - Directoire de la chaire  
Investissement d'impact



**Vianney Dequiedt**  
Directeur scientifique  
Professeur - CerdI, UCA



**Andrea Dsouza**  
Assistante de recherche



**Sylviane Guillaumont  
Jeanneney**  
Conseiller spécial  
Professeur émérite, UCA



**Chloë Hugonnec**  
Chargée de communication



**Mélanie Hurel**  
Responsable graphique  
et design  
IHEDD-Ferdi



**Florian Léon**  
Chargé de recherche  
Secteur privé, macroéconomie



**Mohamed Magassi**  
Gestionnaire de projets  
E-learning junior  
IHEDD-Ferdi



**Jacky Mathonnat**  
Responsable du  
programme Santé  
Professeur émérite - CerdI, UCA



**Clara Pugnet**  
Assistante de recherche



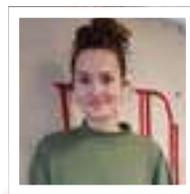
**Céline de Quatrebarbes**  
Directrice du développement  
et de l'innovation  
IHEDD-Ferdi



**Léa Quilici**  
Assistante de recherche



**Sitraka Rabary**  
Assistante de recherche



**Coline Real**  
Chargée de projet  
Savoirs Éco en Tunisie



**Grégoire Rota-Graziosi**  
Responsable du programme  
Fiscalité pour le développement  
Professeur - CerdI, UCA



**Laurent Wagner**  
Chargé de recherche  
Vulnérabilités et sécurité



**Aude Waltzer**  
Motion designer  
IHEDD-Ferdi



**Tertius Zongo**  
Directeur de la chaire Sahel

# Experts associés

## **Rigober Andely\***

Ancien Ministre des Finances de la République du Congo

## **Pierre-Richard Agéonor\***

Hallsworth Professeur, University of Manchester

## **Alban A. E. Ahouré\***

Professeur, Université FHB de Cocody-Abidjan - Directeur de la CAPEC.

## **Catherine Araujo Bonjean**

Chercheur, Cerdi, CNRS - Directoire de la chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique

## **Martine Audibert\***

Directrice de recherche émérite, Cerdi, CNRS

## **Désiré Avom\***

Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG), Université de Yaoundé II (Cameroun)

## **Ferdinand Bakoup\***

Économiste principal, Banque Africaine de Développement (BAD)

## **Lamissa Barro**

Enseignant-chercheur, Université de Dédougou - membre de la chaire Sahel

## **Jareth Beain\***

Economiste-Financier au Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement de la République du Tchad - Point focal Tchad de la chaire Sahel

## **Abdoul Salam Bello\***

Chief, Policy Development and Coordination, Monitoring and Reporting Services, OHRLLS, United Nations

## **Christian de Boissieu**

Professeur émérite, Université Paris 1

## **Émilie Caldeira**

Maître de conférences, Cerdi, UCA

## **David Alexander Caroll II**

Chercheur, Tufts University

## **Céline Carrère\***

Professeur, Faculté d'économie et management (GSEM) - Directrice du Global Studies Institute (GSI), Université de Genève

## **Gérard Chambas\***

Ancien chercheur, Cerdi, CNRS

## **Lisa Chauvet\***

Professeur, CES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## **Paul Collier\***

Directeur du Centre d'études des économies africaines, Université d'Oxford - Professeur, Blavatnik School of Government

## **Youssoufou Hamadou Daouda\***

Recteur, Université de Tahoua - Directeur du LARADES - Point focal Niger de la chaire Sahel

## **Camille Da Piedade**

Analyste Stratégie à la SFI, Groupe Banque mondiale - Doctorant, Cerdi, UCA

## **Alain de Janvry\***

Professeur, University of California, Berkeley

## **Paul Derreumaux\***

Président d'honneur, groupe Bank of Africa - Point focal Mali chaire Sahel

## **Frédéric Docquier\***

Professeur et membre d'IRES, UCLouvain - Chef de programme de recherche, LISER

## **Alassane Drabo**

Économiste Senior, Fonds monétaire international (FMI)

## **Djeneba Dramé**

Attachée temporaire d'enseignement, EconomiX, Université Paris Nanterre

## **Yasmine Elkhatieb**

Maître de conférence, Cairo University

## **Michel Garenne\***

Chercheur, Institut Pasteur - Professeur honoraire, University of the Witwatersrand, Johannesburg

## **Axel Gastambide**

Directeur technique, Projet Savoirs Éco en Tunisie

## **Michaël Goujon**

Professeur, Cerdi, UCA - Responsable pédagogique MODEV

## **Julien Gourdon\***

Économiste senior, Agence française de développement (AFD)

## **Jean-Marie Grether\***

Professeur, Université de Neuchâtel

## **Christopher Grigoriou\***

Expert Douane et fiscalité, Département Fiscalité, Fonds monétaire international (FMI)

## **François Grünewald**

Professeur associé, Université Paris XII - Directeur Veille et prospective du groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD)

## **Samuel Guérineau**

Doyen-Directeur, École d'économie, Université Clermont Auvergne - Maître de conférence HDR, Cerdi, UCA

## **Marlène Guillon**

Maître de conférence, Université de Montpellier

## **Tomas Hos**

Analyste senior

## **Jan Willem Gunning\***

Professeur émérite, Vrije, Universiteit Amsterdam

## **Jie He\***

Professeur, Université de Sherbrooke

## **Luc Jacolin**

Économiste senior, Adjoint au chef du Service de l'Afrique et du Développement - Direction de l'Économie et de la Coopération internationales, Banque de France

## **Michael Keen\***

Ushioda Fellow, Tokyo College, Université de Tokyo ancien Directeur adjoint du département des Finances publiques, Fonds monétaire international (FMI)

## **Larba Issa Kobayaga\***

Directeur général de l'Économie de la planification, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective (Burkina Faso) - Chargé d'enseignement, Université Thomas Sankara - Point focal Burkina Faso de la chaire Sahel

## **Roland Kangni Kpodar\***

Chef de division adjoint, Fonds monétaire international (FMI)

## **Olivier Lafourcade\***

Président du Conseil d'administration, Investisseurs et Partenaires (I&P) - ancien directeur, Banque mondiale - membre de la chaire Architecture internationale du financement du développement

**Jean-Pierre Landau**

Professeur associé, Sciences PO

**Bertrand Laporte**

Maître de conférences HDR, École d'économie, Cerdi, UCA

**Jean-Baptiste Le Hen**\*

Consultant en économie du développement - Expert en finances publiques internationales

**Philippe Le Houérou**\*

Président du Conseil d'administration, Agence française de développement (AFD) - ancien Directeur général de la Société financière internationale (SFI) - Président de la chaire Architecture internationale du financement du développement

**Sylvie Lemmet**\*

Ambassadrice pour l'environnement, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) - membre de la chaire Architecture internationale du financement du développement

**Alain Le Roy**\*

Ambassadeur de France - ancien Secrétaire général adjoint des Nations unies pour le maintien de la paix - membre de la chaire Architecture internationale du financement du développement

**Luc Leruth**

Chercheur associé, Cerdi

**Maria Masood**\*

Experte économiste, Cours des Comptes de Genève - Professeur associé, Université de Genève

**Mathilde Maurel**\*

Directeur de recherche, CES-CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Georges Mavrotas**\*

Professeur titulaire, Institut de politique de développement, Université d'Anvers

**Mark McGillivray**\*

Professeur, Institut de recherche Alfred Deakin, Melbourne

**Serge Michailof**\*

Chercheur, membre de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS); Administrateur, Cian et Gret - ancien Directeur exécutif, Agence française de développement (AFD)

**Fouzi Mourji**\*

Professeur, Université Hassan II

**Phu Nguyen-Van**\*

Directeur de recherche, EconomiX-CNRS, Université Paris Nanterre - Chercheur associé, TIMAS, Université de Thang Long

**Marcelo Olarreaga**\*

Professeur, Université de Genève - Chercheur affilié, Center for Economic Policy Research (CEPR)

**Jean-Pierre Olivier de Sardan**\*

Anthropologue, chercheur et co-fondateur du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL)

**Renganaden Padayachy**\*

Ancien Ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement de la République de Maurice - ancien Premier Vice-Gouverneur de la Banque de Maurice - ancien Président de la Commission des services financiers (FSC)

**Aurore Pélissier**\*

Maître de conférences, Université de Bourgogne

**Thi Kim Cuong Pham**\*

Professeur, Université Paris Nanterre

**Vahinala Raharinirina**\*

Maître de conférence, Université de Fianarantsoa, Madagascar - ancien ministre de l'environnement

**Élisabeth Sadoulet**\*

Professeur, University of California, Berkeley

**Alexandros Sarris**\*

Professeur, Université d'Athènes

**Fayçal Sawadogo**

Économiste, Fonds monétaire international (FMI)

**Léné Sebgo**

Consultant indépendant de la chaire Sahel - ancien Ministre de la Santé du Burkina Faso

**Brad Setser**\*

Senior Fellow, Council on Foreign Relations, Washington

**Moustapha Sidi Mohamed**\*

Conseiller économique, Ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs (Mauritanie) - Point focal Mauritanie de la chaire Sahel

**Zakaria Sorgho**\*

Cofondateur du CACID - Chercheur associé, CEPCI, Université de Laval

**Sampawende J.-A. Tapsoba**\*

Économiste en chef adjoint, Afrexim Bank

**Oumar Tatam Ly**\*

Économiste, ancien premier ministre du Mali

**Serge Tomasi**\*

Ancien directeur adjoint de la coopération au développement à l'OCDE - ancien ambassadeur.

**Mohamed Aliou Tounkara**

Data analyst, Orange Mali

**Marie-Aimée Tourres**\*

Chef économiste régional, AGR Asia Solutions

**Mathieu Trinnou**

Économiste-Chercheur, Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

**Ahmed Tritah**\*

Professeur, Université de Poitiers - Chercheur, Research Centre on Economic and Financial Integration (CRIEF)

**Rick van der Ploeg**

Professeur d'économie, University of Oxford - Directeur de recherche, OXCARRE

**Mariana Vijil**\*

Économiste, Banque mondiale

**Ngueto Tiraiña Yambaye**\*

Directeur général, Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE)

\* Senior Fellow



# Partenaires

- A**  
Académie des frontières du Bénin  
Africa Mini-Grid Community of practice  
African Economic Research Consortium (AERC)  
Agence française de développement (AFD)  
Agence nationale de la recherche (ANR)  
Agriculteurs français et développement international (AFDI-Aura)  
Almerys / BeYs  
Analyse Économique des Politiques Publiques (ANEPP), université de Lomé  
Association africaine pour l'électrification rurale - Club ER  
Association Agriculture, Livestock, Fisheries, Africa (Alfa)
- B**  
Banque africaine de développement (BAfD)  
Banque centrale de Madagascar  
Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest - Centre Ouest africain de formation et d'études bancaires (BCEAO-COFEB)  
Banque de France  
Bureau d'évaluation de l'aide suédoise (EBA)  
Bureau de la santé de la préfecture de Weifang
- C**  
Campus groupe AFD  
CAP 20-25  
CAPEC Côte d'Ivoire  
Cellule d'Analyse Politique Économique du CIREC (CAPEC)  
Center for Global Development (CGD)  
Center for Health Development (CHD), Mongolie  
Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi)  
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)  
Centre de développement de l'OCDE  
Centre de Rencontres et d'Études des Dirigeants des Administrations fiscales (CREDAF)  
Clermont Auvergne Métropole  
Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)
- Coopération agricole Auvergne Rhône-Alpes  
Coopération britannique programme « Transforming Energy Access »  
Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) Puy-de-Dôme
- D**  
Direction de la Coopération Internationale du Gouvernement Princier de Monaco  
Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) – UEMOA  
Département du Puy-de-Dôme
- E**  
École d'économie, Université Clermont Auvergne  
École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan  
École Normale Supérieure de Lyon (ENS Lyon)  
Électriciens sans frontière  
ENA Côte d'Ivoire  
Expertise France
- F**  
Faculté des Sciences économiques et de Gestion (FSEG), Université Yaoundé II  
Finance for Development Lab (FDL)  
Fondation Michelin  
Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE)  
Fonds départemental d'insertion (FDI) Auvergne Rhône-Alpes  
Fonds Métais de l'AFD  
Fonds monétaire international (FMI)  
France 2030
- G**  
Global Development Network (GDN)  
Gouvernement de la Finlande  
Gouvernement princier de Monaco
- I**  
Initiative One Sustainable Health  
Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)  
Institut de recherche pour le développement (IRD)
- Institut des Politiques Publiques (IPP), Université Cheikh Anta Diop  
Institut des Sciences du Management et d'Économie appliquée (ISMEA, Tchad)  
Institut pour le développement durable et relations internationales (IDDRI)  
Institute for Climate Economics (I4CE)  
Institute for New Structural Economics (INSE) de l'Université de Pékin  
International Centre for Tax and Development (ICTD)  
International Development Association (IDA)
- J**  
Joint Japan/World Bank Graduate Scholarship Program (JJ/WBGSP)
- L**  
Laboratoire d'Économie de Dijon (LEDI)  
La Laiterie du Berger  
LDC5 Monitor
- M**  
Ministère de la Santé de Chine  
Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, France – Direction générale du Trésor et Direction générale des Douanes et Droits indirects  
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), France  
Ministère de la Santé de Mongolie  
Ministère de la Fonction publique, du travail et du dialogue social du Togo  
Ministère de la Santé publique, de la Population et des Affaires sociales du Niger  
Mission permanente de la France, Nations unies  
Mission permanente du Népal, Nations unies  
Mongolian National University of Medical Science
- N**  
Nations unies – UN-OHRLS  
Nations unies – Wider
- O**  
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)  
Orange Research
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)  
Organisation internationale de la francophonie (OIF)  
Organisation Mondiale des Douanes (OMD)
- P**  
Platform for Collaboration on Tax (PCT)
- R**  
Région Auvergne Rhône Alpes
- S**  
School of Public Health, Université du Botswana  
Société financière internationale (IFC - Groupe Banque mondiale)
- U**  
Union des Comores  
Union des sociétés coopératives des aviculteurs de Côte d'Ivoire (UCAVICI)  
Union économique et monétaire des États d'Afrique de l'ouest (UEMOA)  
Union européenne  
Université Cheikh Anta Diop (UCAD) - Dakar  
Université Clermont Auvergne  
Université de Bourgogne  
Université de Lomé (Togo)  
Université de Tufts, Boston -US  
Université de Yaoundé II, Soa - Cameroun  
Université Djibo Hamani, Tahoua - Niger  
Université du Botswana (UB)  
Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan - Côte d'Ivoire  
Université internationale de Côte d'Ivoire (UICI)  
Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) - Maroc
- V**  
VetAgro Sup
- W**  
Weifang University of Medical Science  
Wi Agri





**F&Di**

FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

63, boulevard François-Mitterrand – CS 50320  
63009 Clermont-Ferrand Cedex  
+33 (0)4 43 97 64 60

[www.ferdi.fr](http://www.ferdi.fr)